



Centre d'étude des crises  
et conflits internationaux

# La relation sino-américaine :

## Analyse de la politique étrangère américaine depuis 2017

**Raphaël Delbrouck**

Août 2020

Note d'analyse no. 71



## **La relation sino-américaine :**

Analyse de la politique étrangère américaine  
depuis 2017

Raphaël Delbrouck

© 2020 Centre d'étude des crises et conflits internationaux

Le CECRI ne prend pas de position institutionnelle sur des questions de politiques publiques. Les opinions exprimées dans la présente publication n'engagent que les auteurs cités nommément.

Direction: Tanguy Struye de Swielande

Centre d'étude des crises et conflits internationaux  
Université catholique de Louvain  
Place Montesquieu 1, bte L2.08.07  
1348 Louvain-la-Neuve  
Belgique  
[www.cecrilouvain.be](http://www.cecrilouvain.be)

## A propos de l'auteur

**Raphael Delbrouck** est chercheur, diplômé d'un master à l'UCL en relations internationales, finalité spécialisée en diplomatie et résolution des conflits. Ses recherches portent sur les aspects sécuritaires, de défense et économiques des rapports entre grandes puissances géopolitiques.



## TABLE DES MATIERES

---

<b>INTRODUCTION</b>	1
<b>1. Economie et commerce</b>	4
1.1. D'une guerre commerciale vers un accord fragile	4
1.2. Bilan de la politique commerciale américaine	7
1.3. Impacts sur le multilatéralisme et les droits de l'homme	9
1.3.1. Multilatéralisme	9
1.3.2. Droits de l'homme	11
<b>2. Sécurité et défense</b>	14
2.1. Les technologies	14
2.2. Taiwan et Mer de Chine du Sud	16
2.2.1. Une mise en œuvre mitigée	17
2.2.2. Vers une ligne dure réaffirmée	20
2.3. Dimension nucléaire	22
2.3.1. INF et l'arsenal chinois	22
2.3.2. New START	24
<b>3. China policy : Analyse des facteurs de divisions</b>	26
3.1. L'approche hégémonique	27
3.2. L'approche du découplage	28
3.3. L'approche de la <i>main tendue</i>	29
<b>CONCLUSION</b>	30
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	33

## INTRODUCTION

Quatre décennies de réformes économiques ont permis à la Chine de sortir de son isolement et de sa pauvreté, afin de devenir une puissance économique incontournable. Depuis, les relations commerciales entre la Chine et les Etats-Unis se sont accrues considérablement. Ces derniers absorbent une part importante des exportations chinoises, tandis que la Chine est détentrice d'une grande part de la dette américaine. En 2018, le commerce de biens et des services américains avec la Chine a été estimé à 737,1 milliards de dollars. Les exportations américaines avaient atteint 179,3 milliards de dollars, contre 187,5 milliards de dollars en 2017, et 557,9 milliards de dollars pour les importations, contre 522,9 milliards en 2017<sup>1</sup>. Le déficit commercial des Etats-Unis avec la Chine s'élevait à 419,2 milliards de dollars en 2018, hausse annuelle successive de 11,6% et de 8,2% par rapport à 2017 et 2016<sup>2</sup>. La même année, la Chine restait le plus grand partenaire commercial des Etats-Unis avec près de 660 milliards de dollars d'échanges, avec une légère baisse de 7% par rapport à 2017. Elle s'imposait comme le troisième plus grand marché d'exportations, estimé à 120 milliards de dollars, et la plus grande source d'importations avec près de 540 milliards de dollars. De surcroît, en 2019, la Chine restait le plus grand pays détenteur du trésor américain, avoisinant 1,1 trillions de dollars en bons et titres<sup>3</sup>.

Aujourd'hui, elle s'évertue à devenir une super puissance sur la scène mondiale à travers toutes les dimensions - économique, militaire, politique et culturelle. Initialement, pour Washington, son intégration progressive dans l'ordre économique libéral était censée modérer le régime communiste. La *China policy* jusqu'à Obama était fondée sur la conviction qu'une approche constructive avec Pékin allait servir les intérêts américains, mais le gouvernement actuel considère que la relation a largement tourné au désavantage des Etats-Unis. Selon la doctrine de l'*America First*, la concurrence, voire la confrontation, est indispensable pour une reprise en main. Toutefois, l'objectif d'infléchir le comportement de la Chine ne pourra être réalisé sans stratégie cohérente à long terme.

La présente note se donne pour objectif d'analyser la mise en œuvre de la *China policy* depuis la prise de fonction de l'actuelle administration américaine, entre janvier 2017 et le début de l'été 2020. Le texte est structuré autour de trois parties. Les deux premières – les plus substantielles – sont rédigées sur un registre factuel. La première aborde les relations commerciales et économiques. Notons d'emblée que la transition incomplète de la Chine vers une économie de marché est une des sources des frictions commerciales avec les États-Unis. *Made in China 2025* (MIC 2025)<sup>4</sup> dévoile une prise en main accrue du gouvernement

---

<sup>1</sup> USTR.GOV, *The People's Republic of China* [en html], <https://ustr.gov/countries-regions/china-mongolia-taiwan/peoples-republic-china> (28/03/2019, 24/06/2020)

<sup>2</sup> USTR.GOV, *The People's Republic of China*, op. cit.

<sup>3</sup> *U.S.-China Trade Issues*, Washington : CRS, Library of Congress, m.à.j. en juin 2019, p. 1

<sup>4</sup> Introduite par le Conseil d'Etat chinois en mai 2015, l'initiative MIC 2025 est la dernière d'une série de programmes ambitieux menés par le régime de Pékin pour moderniser l'économie chinoise, stimuler la

de l'économie nationale. Si MIC 2025 réitère le principe, cher à Pékin dès 1978 sous Xiaoping, d'une « (...) poursuite des réformes et de l'ouverture »<sup>5</sup>, l'initiative confère aux marchés le « (...) rôle décisif dans la distribution des ressources »<sup>6</sup>. En fait, cette volonté s'accompagnerait d'un dirigisme strict pour réduire la dépendance de la Chine à l'égard des technologies étrangères et aider ses entreprises à devenir des acteurs mondiaux dominants dans de nombreuses industries avancées. Selon les critiques occidentales, le danger résiderait dans les politiques de distorsion économique sur les marchés commerciaux. En réaction, l'administration Trump a fait de MIC 2025 un pôle majeur de la *China Policy*, notamment en vertu de l'article 301 de la Loi sur le commerce de 1974 (19U.S.C. 2411). L'invocation de l'article justifie un examen poussé des politiques industrielles, les investissements et les exportations chinoises aux États-Unis. Elles seraient à l'origine du déficit commercial jugé inacceptable. Ces aspects, de plus en plus inquiétants ces dix dernières années, se traduiraient rapidement en conflit, avant de se muer en guerre commerciale selon le vocable employé dans les discours et médias à partir de 2018. Nous verrons que les tensions qui en résultent ne sont pas sans conséquences sur le fonctionnement des institutions internationales et l'objectif de faire respecter les droits de l'homme.

Ensuite, à côté du fait que les entreprises américaines dépendent des marchés chinois, les politiques économiques pilotées par Pékin sont préjudiciables à la sécurité et la défense des américains. Il s'agit de la thématique abordée dans la seconde partie. Comme mentionné, la Chine cherche à devenir le *leader* dans les technologies de pointe, tant convoitées par les États-Unis. Seulement, la situation prend encore une autre tournure à partir du moment que les politiques de distorsion commerciale s'avèrent liées au transfert de technologies et au vol de la propriété intellectuelle. Les progressions technologiques de la Chine seraient effectivement corrélatives à une hausse des rapports d'espionnage sur le sol américain, sous forme d'opérations d'exfiltration de données. Le contrôle de l'information et la pression exercée sur les entreprises américaines, en l'occurrence établies en Chine et aux États-Unis, servent les politiques industrielles chinoises. Si elles encouragent le transfert de savoir-faire, le danger devient imminent en ce que ces manœuvres ont un impact sur la sécurité civile et militaire, sous-jacente à la dimension économique. Là aussi, l'invocation de l'article 301 a amorcé une intensification des efforts pour les endiguer. Concomitant à son perfectionnement technologique, l'affirmation agressive de la Chine en Asie pacifique tant sur le point militaire et économique continue d'inquiéter les acteurs en présence, les États-Unis inclus. Afin de préserver leurs intérêts nationaux, ces derniers s'attachent à pérenniser leur *leadership* techno-économique dans la région et mondialement. En parallèle, nous

---

productivité et faire de l'innovation un moteur de croissance économique. L'une des principales motivations chinoises pour MIC 2025 est d'éviter le « piège du revenu intermédiaire ».

<sup>5</sup> FRENCH.CHINA.ORG, *Le plan « Made in China 2025 » va stimuler l'industrie manufacturière* [en html], [http://french.china.org.cn/business/txt/2018-04/14/content\\_50881071.htm](http://french.china.org.cn/business/txt/2018-04/14/content_50881071.htm) (28/08/2020)

<sup>6</sup> Ibidem.

verrons que l'évolution de l'arsenal nucléaire chinois suscite des incertitudes sur l'avenir d'anciens traités ADM datant de la Guerre Froide supposés garantir la paix dans le monde.

Si la troisième partie est moins exhaustive, elle s'inscrit sur un registre plus explicatif. La démarche tente de réinterpréter les points essentiels des deux premières parties sur un axe théorique. Quelques notions issues des grands courants classiques de la science politique et le concept de grande stratégie nationale sont mobilisés afin de distinguer les facteurs internes qui font obstacle à la *China policy*. La théorie des stratégies géoéconomiques permettra d'illustrer les divisions sur la scène politique intérieure des Etats-Unis. Elles s'appliquent notamment à trois types d'approches de la *China policy* au sein du cabinet présidentiel. Ces approches se recoupent avec trois stades chronologiques de la relation sino-américaine. Leur examen sera utile pour comprendre en quoi les dimensions économique, politique, technologique et l'idéologique forment le nœud structurel de la relation sino-américaine dans une course au *leadership* mondial effrénée. En termes de *soft power*, il sera conclu que la confiance des alliés, garante d'une identité partagée autour de valeurs communes, reste incontournable dans la mise en œuvre de la *China policy* ainsi que pour la stabilité des institutions internationales.



## 1. Economie et commerce

### 1.1. D'une guerre commerciale vers un accord fragile

Le 18 août 2017, le Bureau du représentant au commerce (USTR) lança une enquête en vertu de l'article 301, afin de déterminer dans quelle mesure les politiques chinoises en matière de droits de propriété intellectuelle (DPI) nuisaient « (...)au droits de la propriété intellectuelle américaine, à l'innovation, ou au développement technologique »<sup>7</sup>. Dès le 22 mars 2017, Robert Lighthizer, le représentant au Commerce, avait annoncé l'application de mesures contre quatre grandes politiques DPI chinoises : le transfert forcé de technologies, les pratiques déloyales en matière de brevets et licences, l'exfiltration de secrets commerciaux américains par des cyber-outils, et les tentatives d'acquérir la technologie américaine via des initiatives telles que MIC 2025, ainsi que l'acquisition d'entreprises américaines<sup>8</sup>.

Le même mois, Washington proclama en vertu de l'article 232 du *Trade Expansion Act* de 1962, une hausse des droits douaniers sur l'acier (25%) et l'aluminium (10%) à l'encontre la Chine, suivie d'une série d'autres Etats : la guerre commerciale fut engagée. Le 2 avril, Pékin décida à son tour d'augmenter des droits à hauteur de 15% et 25% sur 3 milliards de dollars de produits américains importés. Au mépris d'une déclaration commune annonçant un net progrès, les Etats-Unis annoncèrent fin mai 2018 l'application des mesures préalablement convenues en vertu de l'article 301. Trois rounds de hausse de droits sur un total de 250 milliards de dollars allaient frapper les exportations chinoises en juin, juillet et septembre 2018. Les représailles ne se firent pas attendre. 110 milliards de dollars d'exportations américaines furent soumises à des mesures réciproques. Le jeu semblait se calmer au G-20 du 1<sup>er</sup> décembre 2018 à Buenos Aires. Trump et Xi annoncèrent d'intenses négociations pendant un délai de 90 jours. Le 24 février 2019, le président américain accepta jusqu'à suspendre la troisième phase de mesures couvertes en vertu de l'article 301<sup>9</sup>, grâce aux progrès structurels réalisés par la Chine en matière de politiques DPI. Puis, Pékin avait promis d'acquérir davantage de produits américains, mais « (...)conformément aux besoins de son marché intérieur et de sa population »<sup>10</sup>.

Malgré cette nouvelle trêve, les efforts fournis s'étaient soldés par une absence de résultats convaincants. Le Bureau du représentant américain au commerce appliqua le 9 mai 2019 le prélèvement des taxes additionnelles augmentées de 10% à 25% sur les exportations

---

<sup>7</sup> U.S.-China Trade Issues, op. cit., pp. 1-2

<sup>8</sup> Ibidem. ; USTR.GOV, *President Trump Announces Strong Actions to Address China's Unfair Trade* [en html], <https://ustr.gov/about-us/policy-offices/press-office/press-releases/2018/march/president-trump-announces-strong> (28/08/2020) ; *Findings of the investigation into china's acts, policies, and practices related to technology transfer, intellectual property, and innovation under section 301 of the trade act of 1974*, Washington : USTR, U.S. GPO, mars 2018

<sup>9</sup> Cette phase consistait à augmenter les droits de douane de 10% à 25% sur 200 milliards de dollars d'importations.

<sup>10</sup> U.S.-China Trade Issues, op. cit. p. 2

chinoises, couvertes par les mesures de septembre 2018<sup>11</sup>. La saga se poursuit durant tout l'été 2019. Le 4 août 2019, les autorités chinoises procédèrent à une dévaluation du yuan par rapport au dollar, prétendument pour préserver les marchés chinois<sup>12</sup>. En conséquence, le département du Trésor des Etats-Unis qualifia l'Etat chinois de manipulateur de devises, en vertu de la l'article 3004 de la loi Omnibus sur le commerce extérieur et la compétitivité de 1988 (P.L. 100-418)<sup>13</sup>. A ce titre, Steven Mnuchin, Secrétaire au Trésor des Etats-Unis, s'était entretenu avec les hauts responsables du Fond Monétaire International (FMI) afin d'enrayer les actions de la Chine. Cette action fut vaine, car dans son rapport annuel du 9 août 2019, l'organisation avait estimé que Pékin n'avait procédé qu'à une infime intervention sur le marché des devises depuis 2016<sup>14</sup>. La menace de Pékin de vendre la quasi totalité des Bons du Trésor américains était resté en suspens, en dépit du préjudice mutuel que cela causerait. Le 23 août 2019, le ministre des finances de la Chine avait annoncé l'intention d'imposer des mesures douanières à hauteur de 5% à 10% sur 75 milliards d'importations en provenance des Etats-Unis, entrant en vigueur à partir du premier septembre et 15 décembre 2019. Cette annonce précéda celle de l'intention de rétablir les droits de douane à un taux de 25% sur les véhicules et les pièces détachées dans le secteur automobile américain<sup>15</sup>. Cette dernière manœuvre fut une de trop pour l'administration Trump.

C'est à ce moment que le gouvernement américain, plus particulièrement Peter Navarro<sup>16</sup>, allait alimenter le récit d'un découplage des économies américaine et chinoise<sup>17</sup>. Invoquant l'*International Emergency Economic Powers Act* (IEEPA - P.L. 95-223), Donald Trump exhorta les entreprises américaines établies en Chine de trouver des territoires hôtes alternatifs. Il évoqua d'ailleurs dans ce cadre la nécessité de les redélocaliser, ainsi que leur production, vers le Etats-Unis<sup>18</sup>. Pékin, de son côté, envisageait un embargo sur les exportations de

---

<sup>11</sup> *Notice of Modification of Section 301 Action: China's Acts, Policies, and Practices Related to Technology Transfer, Intellectual Property, and Innovation*, Washington : USTR.GOV, septembre 2019, in *U.S.-China Relations* (R45898), Washington : CRS Reports, Library of Congress, août 2019, p. 19

<sup>12</sup> La banque centrale chinoise a autorisé sa monnaie, le yuan, à se déprécier à son plus bas niveau en 11 ans, franchissant le seuil politiquement sensible de sept yuans pour un dollar américain. REUTERS, *La Chine laisse le yuan enfoncer le seuil de 7 pour un dollar* [en html], par Andrew Galbraith et Winni Zhou, <https://fr.reuters.com/article/businessNews/idFRKCN1UVON8-OFRBS> (28/08/2020)

<sup>13</sup> Bien que certains décideurs politiques aient demandé cette qualification pendant des années et que Donald Trump en ait fait un enjeu central dans sa campagne présidentielle, le département du Trésor n'avait pas qualifié un pays de manipulateur de devises depuis 25 ans., in *U.S.-China Relations* (R45898), op. cit., p. 2, p. 6, p. 21

<sup>14</sup> Ibid. p. 21 ; Son surplus commercial n'avait pas atteint plus de 2% de son PIB depuis plusieurs années.

<sup>15</sup> Ibid. p. 20 ; La liste inclut des centaines de biens intermédiaires, tels que des machineries lourdes et des produits chimiques nécessaires aux producteurs américains.

<sup>16</sup> Peter Navarro a été nommé en 2017 comme Assistant au Président et Directeur du Bureau pour la politique commerciale et industrielle américaine.

<sup>17</sup> La solution d'un découplage est promue par Navarro. De son point de vue, la guerre commerciale avait drastiquement réduit les investissements. Dans ce contexte, il blâme la politique monétaire de la FED axée sur une hausse trop rapide des taux d'intérêts. POLITICO.EU, *Trump hits China with new tariffs in trade war escalation* [en html], par Caitlin Oprysko, Nancy Cook, Adam Behsudi, <https://www.politico.eu/article/trump-hits-china-with-new-tariffs-in-trade-war-escalation/> (28/08/2020)

<sup>18</sup> *U.S.-China Relations* (IF10119), op. cit., p. 2

terres rares, essentielles au développement des technologies américaines. En réponse à l'inclusion de Huawei sur la « Liste des Entités interdites »<sup>19</sup> établie par le Bureau de l'industrie et de la sécurité (BIS), la Chine annonça l'établissement de sa propre liste pour préserver ses marchés. Le Ministère des Affaires étrangères de la RPC accusa les Etats-Unis d'étrangler les activités légitimes et légales de ses entreprises<sup>20</sup>.

Suite à la menace de Donald Trump d'augmenter les droits de douane en deux temps, en automne et hiver 2019, celui-ci ne pouvait plus ignorer la réprobation des entreprises américaines et des syndicats. L'escalade des droits de douane et de mesures de contrôle des exportations avait créé un environnement d'incertitudes pour les ventes, les achats, les investissements et les activités quotidiennes des entreprises américaines. A partir de ce moment, Washington avait tout intérêt à mettre rapidement un terme à la guerre commerciale, très mal reçue jusque dans les rangs républicains. De nombreux groupes commerciaux soutiennent les objectifs de l'Administration de s'attaquer aux politiques économiques déformantes de la Chine, mais beaucoup s'opposent aux méthodes. Les mesures de rétorsion chinoises avaient causé des pertes de gains énormes<sup>21</sup>, surtout pour les Etats fédérés essentiellement producteurs dans le secteur rural et des énergies.

Enfin, Washington et Pékin trouvèrent une solution en concluant un Accord économique et commercial le 13 décembre 2019, du moins sous la forme d'une première phase. Elle précéderait l'abrogation mutuelle des droits douaniers et l'éventuelle signature d'une seconde phase sur les enjeux structurels<sup>22</sup>. En soi, l'accord renonce tacitement à la politique de Washington sur le régime de change de Pékin (cf. *supra*)<sup>23</sup>. Ensuite, les Etats-Unis et la Chine renoncent à l'augmentation des droits de douane annoncés dans le courant des années 2018 et 2019. L'accord est censé améliorer l'accès aux marchés pour les produits agricoles américains : Pékin promet d'importer pour 200 milliards de dollars de produits américains sur 2020 et 2021, au-delà des achats de 2017. En parallèle, avant la seconde phase, la RPC s'est engagée à assurer une meilleure protection de la propriété intellectuelle,

---

<sup>19</sup> Depuis début 2017, le BIS a rajouté à la liste Huawei et 68 de ses filiales pour avoir violé les sanctions iraniennes ; 28 entités chinoises pour violation des droits de l'homme au Xinjiang ; quatre entités pour avoir favorisé le transfert de technologies pour un usage militaire en Chine et cinq entités pour une probable exportation de technologies à des fins militaires vers la Chine, in Sagatom, SAHA, Ashley, FENG, *Global Supply Chains, Economic Decoupling, and U.S.-China Relations (Part 1: The View from the United States)* : Jamestown Foundation, avril 2020 [en html], <https://jamestown.org/program/global-supply-chains-economic-decoupling-and-u-s-china-relations-part-1-the-view-from-the-united-states/> (28/08/2020)

<sup>20</sup> *U.S.-China Relations* (R45898), op. cit., p. 25

<sup>21</sup> CNN, *US-China problems run deeper than any trade deal can fix* [en html], par Andrew Coflan, <https://edition.cnn.com/2019/02/01/perspectives/us-china-trade/index.html> (28/08/2020)

<sup>22</sup> Barbara, LIPPERT (éd.), Volker, PERTHES (éd.), Hanns Günther, HILPERT (aut.), *Strategic Rivalry between United States and China Causes, Trajectories, and Implications for Europe* (Research Paper 2020/RP 04) : SWP, avril 2020, p. 28

<sup>23</sup> Cela signifie un retour vers la politique d'Obama, autorisant une dévaluation du yuan en concordance avec les dynamiques de marché. Joseph E., GAGNON, *Trump reverts to Obama policy on China's currency* : PIIE, janvier 2020 [en html], <https://www.piie.com/blogs/trade-and-investment-policy-watch/trump-reverts-obama-policy-chinas-currency> (28/08/2020)

l'arrêt des transferts forcés de technologies, ainsi qu'un accès plus aisé aux marchés des services financiers<sup>24</sup>.

## 1.2. Bilan de la politique commerciale américaine

Dans le courant de l'année 2018, les négociations avaient abouti à la promesse faite par Pékin d'acquiescer des produits américains, mais les droits imposés avaient peu affecté la balance commerciale chinoise. La Chine, plus gros importateur de pétrole, est en passe de devenir le plus gros importateur de GNL dans quelques années. Il n'y a pas de réelles concessions, car la promesse d'acheter plus de gaz américain répondrait aux demandes et besoins internes. Les seuls perdants sont des fournisseurs concurrents, tels que le Canada, l'Australie, la Russie et certains pays du Moyen-Orient<sup>25</sup>. Après avoir atteint un montant additionnel de 6 millions de dollars - 2,6% de l'exportation totale de bœuf américain -, les importations chinoises avaient augmenté d'à peine plus de 1% au total. A ce rythme, il faudrait de nombreuses années pour exporter 200 millions de dollars de bœuf comme promis par Pékin. Finalement, l'achat de soja, de viande et de gaz ne vient pas réellement en aide à l'industrie américaine. Ces solutions rapides n'abordent pas les facteurs économiques plus profonds qui empêchent les firmes américaines et étrangères de concourir sur un même pied d'égalité sur les marchés<sup>26</sup>.

Dans le courant de l'année 2019, les retombées en cascade des mesures et contre-mesures allaient se faire ressentir immédiatement dans les deux camps. Des importateurs chinois et américains avaient été forcés de changer de fournisseurs, au bénéfice du Vietnam, du Mexique, ou encore de l'Union européenne. Dans une certaine mesure, la production avait été délocalisée et les investissements furent réduits avec un risque minimum, bouleversant les marchés mondiaux<sup>27</sup>. Alors que la *John S. McCain National Defense Authorization Act*, approuvée en août 2018 (P.L. 115-232) resserre les mesures de contrôles à l'exportation, cette loi perturbe les chaînes logistiques et de distribution mondiales<sup>28</sup>. Les restrictions aux investissements ne se limitent pas aux entreprises américaines, dont certaines avaient déjà réacheminé leurs capacités de production à l'étranger. Elles affectent autant les Etats tiers que les acteurs commerciaux chinois. Si les entreprises chinoises délocalisaient déjà leurs capacités de production ailleurs, - Vietnam, Thaïlande et le continent africain -, en raison de tendances économiques plus globales, les Etats-Unis accélèrent ce processus, avec pour

---

<sup>24</sup> FOREIGN POLICY, *5 Takeaways From Trump's New China Trade Pact* [en html], par Keith Johnson, <https://foreignpolicy.com/2020/01/16/trump-new-china-trade-pact-takeaways/> (28/08/2020)

<sup>25</sup> REUTERS, *United States and China inch towards limited trade deal* [en html], par John Kemp, <https://www.reuters.com/article/us-china-trade-kemp/united-states-and-china-inch-toward-limited-trade-deal-kemp-idUSKCN1QM1P8> (28/08/2020)

<sup>26</sup> WORLD POLITICS REVIEW, *U.S.-China Rivalry in the Trump Era*, Brooklyn 2018, p. 34

<sup>27</sup> Par exemple, le 16 août 2019, de nouvelles contre-mesures annoncées par Trump avaient déclenché une brusque liquidation boursière rien qu'aux Etats-Unis. Le Dow Jones Industrial Average baissa de plus de 600 points et le S&P 500 dégringola de près de 2,6% le même jour, in POLITICO, op. cit.

<sup>28</sup> Ces mesures semblent avoir été largement destinées à l'encontre des politiques MIC 2025. Il s'agit de restreindre les ventes - par les entreprises américaines - de technologies ou de propriété intellectuelle que le plan MIC 2025 entend justement mettre en œuvre.

résultat un effet structurel néfaste sur le long terme<sup>29</sup>. D'autant plus que le déficit américain et le ralentissement de la croissance en général sont déterminés par des facteurs macroéconomiques qui échappent au contrôle des deux Etats.

Certains experts sont d'avis que la première phase du deal conclu en décembre 2019 n'est juste qu'un bref répit. Il ne s'agit pas d'un accord de libre-échange (ALE), car les droits de douane à ce stade restent en place. L'accord n'aborde pas les questions relatives aux subsides illégaux dans le secteur aéronautique, ni celles relatives aux entreprises d'Etat et aux technologies, à l'origine du conflit commercial<sup>30</sup>. Ces enjeux ne seraient potentiellement encadrés que par la seconde phase. Deuxièmement, les termes de l'accord sont trop centrés sur le déficit commercial des Etats-Unis. Certains montants en achat de produits agricoles sont extrêmement ambitieux - 40 milliards de dollars en 2021, contre 29 milliards de dollars en 2017<sup>31</sup>. La valeur des exportations agricoles américaines avait été nettement plus faible en 2018 et 2019 qu'en 2017 en raison de l'effet des droits de rétorsion imposés par Pékin. Troisièmement, il n'est pas improbable que des importations supplémentaires des Etats-Unis vers la Chine constituent des facteurs de tensions avec d'autres acteurs. Elles auront un impact sur les exportations de ses fournisseurs, citons le Brésil, l'Argentine, l'UE et le Japon<sup>32</sup>. Quatrièmement, le mécanisme de sauvegarde qui oblige au respect des clauses de l'accord est risqué. L'ultime issue en cas de différends sur les conditions est ni plus ni moins le retrait de l'accord si le processus de mesures-représailles ne fonctionnerait pas. D'autres observateurs attirent également l'attention sur un autre aspect du contexte économique dans lequel surtout les fermiers américains avaient pâti de la guerre commerciale. Citons les desseins personnels de la politique partisane du président. Effectivement, nombreux sont ceux qui soulignent que la promesse d'achat de dizaines de milliards de dollars de soja et d'autres produits agricoles n'est pas un hasard à l'aube des élections présidentielles américaines de 2020. Cet engagement obtenu par Donald Trump tombait à un moment où il cherche à augmenter ses chances de réélection d'ici novembre<sup>33</sup>, même si celles-ci seraient déjà compromises par la gestion désastreuse du COVID-19.

L'impact du COVID-19 aux Etats-Unis allait aussi vite compromettre l'accord. Si, dans un premier temps, l'Administration avait insisté sur son maintien, Trump envisagea à partir d'avril de sanctionner Pékin pour sa responsabilité dans la propagation du virus<sup>34</sup>. Des

---

<sup>29</sup> SAHA, FENG, op. cit.

<sup>30</sup> La Chine ne ferait que réaffirmer des engagements énoncés lors de sommets G-20 précédents, comme par exemple éviter une dépréciation du yuan.

<sup>31</sup> A savoir que 2017 avait été l'année la plus rentable pour les Etats-Unis en termes d'achat de produits agricoles par la Chine.

<sup>32</sup> Face à la hausse des droits de douane chinois, les exportateurs américains avaient cherché à développer de nouveaux marchés en 2018 et 2019. Le Brésil et d'autres concurrents agricoles américains ont profité de cette occasion pour renforcer leurs relations avec les importateurs chinois.

<sup>33</sup> FOREIGN POLICY (5 Takeaways From Trump's New China Trade), op. cit.

<sup>34</sup> CNN, *Trump administration draws up plans to punish China over coronavirus outbreak* [en html], par Kylie Atwood, Stephen Collinson, <https://edition.cnn.com/2020/04/30/politics/us-china-coronavirus-diplomacy-intelligence-donald-trump/index.html> (28/08/2020)

membres du gouvernement avaient averti des dangers d'une telle décision. La pandémie avait fortement ralenti l'activité économique en Chine, ce qui soulevait des préoccupations sur les vulnérabilités des États-Unis dans un éventail de secteurs, notamment le secteur de la santé. Leurs chaînes d'approvisionnement dépendent des fournisseurs localisés en Chine<sup>35</sup>. Des législateurs appelèrent aussitôt l'Administration à consolider les filières logistiques de la nation pour les produits pharmaceutiques et d'autres biens essentiels. Le sénateur républicain Tom Cotton, avait introduit une proposition de loi qui permettrait aux citoyens américains de traduire la Chine devant une cours de justice pour les victimes et préjudices économiques causés par le virus<sup>36</sup>. Ces éléments constituèrent inéluctablement de nouveaux arguments forts en faveur du découplage promu par Navarro.

### 1.3. Impacts sur le multilatéralisme et les droits de l'homme

#### 1.3.1. Multilatéralisme

La Chine et les États-Unis ont considérablement perturbé le fonctionnement de l'OMC : les politiques de Pékin entravent les principes de l'organisation sur la transparence et la non-discrimination. Celles des États-Unis n'en violent pas moins les dispositions fondamentales par les sanctions douanières qui avaient amorcé la guerre commerciale. Depuis le 10 décembre 2019, l'OMC est paralysée suite au blocage de son organe d'appel par Washington. La rivalité sino-américaine s'illustre également dans le processus de prise de décision de l'ONU. La Chine est devenue le second plus gros contributeur après les États-Unis en matière de financement des missions de maintien de la paix<sup>37</sup>. Des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, elle fournit le plus d'effectifs sur le terrain des missions de maintien de la paix. Depuis 2013, Pékin exploite habilement le Conseil de sécurité comme plateforme politique pour légitimer l'internement d'Ouïghoures et sa législation sur Hong Kong (cf. *infra*)<sup>38</sup>. L'administration américaine n'a à ce jour pas de solution convaincante pour freiner ses aspirations au sein de l'ONU. Elle lui laisse au contraire le champ libre en s'étant retiré du Conseil des droits de l'homme en 2018.

Il faut toutefois noter que Washington ne fait pas une impasse complète de l'organisation, comme en atteste certains textes de lois (cf. *infra*). Dans sa section 5, la *Hong Kong Democracy and Human Rights Act* de 2019 précise les conditions de renforcement des sanctions convenues en commun avec les Nations Unies à l'égard des politiques et actions

---

<sup>35</sup> Les États-Unis ont dû faire face à une pénurie d'équipements de protection individuelle, de dispositifs médicaux, de médicaments biologiques et de produits pharmaceutiques fabriqués en Chine. Cette dépendance inclut d'autres secteurs : pièces automobiles, la microélectronique et les matières premières.

<sup>36</sup> TIMES, *China Wins: Why Trump's WHO Funding Cut Is a Gift to Beijing* [en html], par Kimberly Dozier, <https://time.com/5822078/china-wins-trumps-who-funding-cut/> (28/08/2020) ; COTTON.SENATE.GOV, *Cotton, Crenshaw Bill Would Allow Americans to Sue China for Virus Damages* [en html], [https://www.cotton.senate.gov/?p=press\\_release&id=1352](https://www.cotton.senate.gov/?p=press_release&id=1352) (28/08/2020)

<sup>37</sup> LIPPERT (éd.), PERTHES (éd.), Laura, VON DANIELS (aut.), op. cit., p. 45

<sup>38</sup> Ibidem.

du gouvernement hongkongais en matière de contrôle d'exportations<sup>39</sup>. La *Uyghur Human Rights Policy Act* de 2020 réitère les observations de la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, sur les détentions arbitraires des Ouïghours. Le texte précise les conditions de sanctions, tout en réaffirmant l'accord signé en 1947 sur l'installation du quartier général des Nations Unies aux Etats-Unis<sup>40</sup>. Dans sa section 6, la *Tibetan Policy and Support Act* de 2019 s'attache à ce que le gouvernement népalais respecte le *Gentleman's Agreement* conclu avec le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, afin de préserver la religion, la culture et la langue tibétaine. Selon cet accord, certes non-contraignant, les autorités népalaises sont tenues de fournir des visas aux résidents tibétains de longue durée qui ont dû fuir des persécutions du régime chinois dans leur pays<sup>41,42</sup>. Un autre cas de figure, peut-être un peu plus épars, est le retrait de Washington de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) après près de 70 ans d'adhésion, tandis que la Chine avait augmenté ses contributions annuelles, passant de 300 mille euros en 2016, à plus de 2 millions d'euros en 2018<sup>43</sup>.

Plus récemment, le gouvernement Trump accuse l'OMS pour manque de compétence et de collusion avec la Chine dans la gestion du COVID-19. Par conséquent, les Etats-Unis ont suspendu leur budget auprès de l'organisation, tandis que celui de la Chine a augmenté de 52% depuis 2014, atteignant près de 86 millions de dollars sur un cycle de financement sur deux ans. Ce montant reste très modeste par rapport aux 839 millions de dollars de financement des Etats-Unis sur cette même période, mais renforce la conviction que l'influence politique de Pékin au sein des Nations Unies s'étend. Son influence se confirmerait aussi par le soutien des dirigeants chinois à la nomination de Tedros Adhanom Ghebreyesus, ancien premier ministre éthiopien, au poste de directeur général de l'OMS<sup>44</sup>.

---

<sup>39</sup> CONGRESS.GOV, *H.R.3289 - Hong Kong Human Rights and Democracy Act of 2019* [en html], <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/house-bill/3289/text#toc-HC752A2CC567A4C44A915B3868634E807> (28/08/2020) ; *AN ACT To amend the Hong Kong Policy Act of 1992 and for other purposes*, Washington : (116ème) Congrès des Etats-Unis, GPO, 16 octobre 2020, 28 p.

<sup>40</sup> CONGRESS.GOV, *S.3744 - Uyghur Human Rights Policy Act of 2020* [en html], <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/senate-bill/3744/text> ; *S.3744 - Uyghur Human Rights Policy Act of 2020*, Washington : (116ème) Congrès des Etats-Unis, GPO, 17 juin 2020, p. 134, Stat. 650, 653

<sup>41</sup> CONGRESS.GOV, *H.R.4331 - Tibetan Policy and Support Act of 2019, section 6* [en html], <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/house-bill/4331/text?r=3&s=1> (28/08/2020) ; *AN ACT To modify and reauthorize the Tibetan Policy Act of 2002, and for other purposes*, Washington : (116ème) Congrès des Etats-Unis, GPO, 30 janvier 2020, pp. 18-19

<sup>42</sup> HRW, *Under China's Shadow* [en html], <https://www.hrw.org/report/2014/04/01/under-chinas-shadow/mistreatment-tibetans-nepal> (02/09/2020)

<sup>43</sup> UNRWA, *China contributes US\$ 300,000 to UNRWA in support of human development programmes for Palestine refugees* [en html], <https://www.unrwa.org/newsroom/press-releases/china-contributes-us-300000-unrwa-support-human-development-programmes> (28/08/2020) ; UNRWA, *China Provides US\$ 2.35 Million in Support of UNRWA Food Assistance in Gaza* [en html], <https://www.unrwa.org/newsroom/press-releases/china-provides-us-235-million-support-unrwa-food-assistance-gaza> (28/08/2020)

<sup>44</sup> Dès janvier 2020, Tedros Adhanom Ghebreyesus avait soutenu le point de vue de Pékin. Rappelons que les dirigeants chinois avaient occulté la présence du virus dans la ville de Wuhan, avant de minimiser son caractère hautement contagieux. Ghebreyesus avait également omis de dénoncer l'emprisonnement de professionnels de la santé chinois, suite à leurs avertissements sur les dangers de la diffusion rapide du virus.

L'organisation évalue dès lors à quel degré les programmes de santé seront affectés par les coupes budgétaires. L'annonce, fin mai 2020, du retrait des Etats-Unis plombe définitivement ses finances au détriment des pays les plus pauvres<sup>45</sup>.

### 1.3.2. Droits de l'homme

Comme mentionné ci-dessus, la situation préoccupante au Xinjiang, à Hong Kong et au Tibet a conduit à des initiatives législatives entre les deux chambres du Congrès américain. Mais la gestion du conflit commercial, à mesure que les tensions évoluent, conduit à se demander sous quelles conditions le respect des droits de l'homme en Chine continue d'être une priorité fondamentale pour l'Administration.

En août 2018, un groupe d'experts des Nations Unies avait été alerté des détentions massives d'Ouïghours et de leur mauvais traitement<sup>46</sup> : près d'un million de personnes issues de cette minorité musulmane au Xinjiang sont détenues pour motif de terrorisme, d'extrémisme et de séparatisme<sup>47</sup>. En novembre 2018, des législateurs à Washington insistent sur les mesures à prendre contre ces violations<sup>48</sup>. Le 17 janvier 2019, le Congrès promulgua la Loi ouïghoure de 2019 sur les droits de l'homme (cf. *infra*). En mars, l'Administration avait fait l'objet de vives critiques pour son inaction. Par conséquent, le Secrétaire d'État, Mike Pompeo rencontra des représentants de la communauté ouïghoure fin mars 2019. A cette occasion, il exhorta les dirigeants chinois à mettre fin aux répressions et détentions arbitraires. En avril 2019, une délégation de l'Administration en mission diplomatique appela les autres nations à dénoncer les violations des droits de l'homme perpétrées par la Chine<sup>49</sup>. Le 18 juillet 2019, en période de vives tensions commerciales (cf. *supra*) et suite à une déclaration conjointe de 22 membres de l'ONU contre les exactions du régime chinois, Mike Pompeo ne s'était ménagé lors du Conseil Ministériel pour la promotion des libertés religieuses. Celui-ci blâma sévèrement la Chine pour être le « (...)berceau d'une des plus graves crises de droits de l'homme de notre époque »<sup>50</sup>. L'Administration avait aussi commencé à examiner plus sérieusement la possibilité d'imposer des sanctions sous la *Global Magnitsky Human Rights Accountability Act*. En parallèle, Donald Trump avait été réticent à l'idée d'aborder la question des droits de l'homme lors des négociations avec Pékin en matière commerciale et sécuritaire, ne voulant

---

L'OMS n'aurait pas réussi à établir un échantillonnage de NDA permettant de déterminer l'origine de la pandémie.

<sup>45</sup> LA TRIBUNE, *Le retrait des Etats-Unis de l'OMS plombe son budget et menace l'aide aux pays pauvres* [en html], <https://www.latribune.fr/economie/international/le-retrait-des-etats-unis-de-l-oms-plombe-son-budget-et-menace-l-aide-aux-pays-pauvres-849054.html> (30/08/2020)

<sup>46</sup> Ils seraient soumis à diverses formes de torture, le lavage de cerveau, exécutions, stérilisation forcée, disparitions dans les camps de 'rééducation'.

<sup>47</sup> *U.S.-China Relations* (IF10119), Washington: CRS Reports, Library of Congress, décembre 2018, p. 1

<sup>48</sup> NYTIMES, *Lawmakers Push Trump to Act Against China on Uighur Detention* [en html], <https://www.nytimes.com/2018/11/14/world/asia/congress-uighurs-china-detention.html> (30/08/2020)

<sup>49</sup> UHRP, *Donald Trump presses allies to confront China over Uighur rights* [en html], <https://uhrp.org/news-commentary/donald-trump-presses-allies-confront-china-over-uighur-rights> (30/08/2020)

<sup>50</sup> *U.S.-China Relations* (R45898), op. cit., pp. 31-33



pas compromettre les avancées faites. Plus tard, l'amendement de la Loi ouïghoure du 27 mai 2020 appelle à identifier et restreindre l'exportation de biens qui pourraient servir de surveillance. Elle réaffirme la garantie de mise en œuvre des sanctions à l'égard des dirigeants de la RPC impliqués dans l'internement et l'élimination des Ouïghoures<sup>51</sup>. Ces accusations continuent d'être démenties par le régime et les médias chinois.

A propos de la situation à Hong Kong, depuis juin 2019, des centaines de milliers citoyens manifestent contre les modifications législatives 'proposées' par Pékin, qui pour la première fois autorise l'extradition vers la Chine continentale. Carrie Lam Cheng Yuet-ngor, cheffe de l'exécutif de Hong Kong, avait suspendu l'examen de ces amendements, et qualifié les manifestations d'émeutes. Elle autorisa l'emploi de gaz lacrymogène, de balles caoutchouc et de matraques pour disperser les foules<sup>52</sup>. En réponse, les manifestants avaient intensifié leurs revendications. Les médias chinois accusèrent les Etats-Unis d'avoir instigué et dirigé les agitations. Le 8 août 2019, à l'instar de Carrie Lam, le Président Trump qualifia les manifestations d'émeutes et félicita le Président Xi pour sa gestion des protestations, même si Trump indiqua que la situation « (...)deviendrait difficile à gérer en cas d'usage de la violence par la Chine »<sup>53</sup>. Notons également que les coprésidents de la Commission Tom Lantos des droits de l'homme<sup>54</sup>, et d'autres membres du Congrès, appelèrent l'Administration à imposer l'arrêt des ventes de gaz lacrymogène et d'autres équipements américains anti-émeutes aux forces de l'ordre hongkongaises<sup>55</sup>. En novembre 2019, le Congrès vota la *Hong Kong Democracy and Human Rights Act*<sup>56</sup>. La loi mandate le Département d'Etat d'établir un rapport annuel, auprès du Congrès, sur la situation à Hongkong. Ce rapport doit permettre d'évaluer si le seuil de respect des droits politiques et de libertés fondamentales est bien respecté et appliqué selon les lois et règlements d'avant le premier juillet de l'année 1997. Par ailleurs, la loi exige de la part du Département du commerce d'établir un rapport sur la politique en matière de contrôle des exportations et de rapporter transfert de produits militaires à double usage ou d'équipements de surveillance sur le territoire à Hong Kong. Manifestement, Donald Trump va dans le sens opposé. Dans ses déclarations sur les protestations, il avait fait savoir qu'il considérait le

---

<sup>51</sup> S.3744 - Uyghur Human Rights Policy Act of 2020, op. cit., ; U.S.-China Relations( R45898), op. cit., pp. 31-33

<sup>52</sup> REUTERS, *Hong Kong Leader Says Protesters in Latest Clashes Can Be Called 'Rioters'* [en html], par Vimvam, Tong, Anne Marie Roantree, <https://www.reuters.com/article/us-hongkong-extradition-lam/hong-kong-leader-says-protesters-in-latest-clashes-can-be-called-rioters-idUSKCN1UA0ME> (30/08/2020), in U.S.-China Relations (R45898), op. cit., pp. 31-33

<sup>53</sup> Ibidem.

<sup>54</sup> *Tom Lantos Human Rights Commission*, autrefois désigné '*Congressional Human Rights Caucus*', fait référence à un caucus bipartisan entre membres du Congrès, lancé en 1983 par le démocrate Tom Lantos et le républicain, John Edward Porter. TOM LANTOS HUMAN RIGHTS COMMISSION, US CONGRESS, *History - Tom Lantos Human Rights Commission* [en html] <https://humanrightscommission.house.gov/about/history> (30/08/2020)

<sup>55</sup> U.S.-China Relations, op. cit., pp. 33-34

<sup>56</sup> CONGRESS.GOV., *1838 - Hong Kong Human Rights and Democracy Act of 2019* [en html], <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/senate-bill/1838/text> (30/08/2020) ; *An Act To amend the Hong Kong Policy Act of 1992, and for other purposes*, Washington : (116ème) Congrès des Etats-Unis, GPO, 27 novembre 2019, in U.S.-China Relations (R45898), op. cit., p. 45

traitement de l'opposition comme une affaire interne de la Chine<sup>57</sup>, avant de se raviser fin mai 2020, en pleine crise du coronavirus. Le Président américain avait effectivement déclaré qu'il souhaitait mettre un terme à la relation spéciale avec Hong Kong, après que Pékin ait annoncé la promulgation de la nouvelle loi de sécurité nationale à la ville<sup>58</sup>. Il avait pourtant préféré temporiser, en dépit d'une énième déclaration virulente<sup>59</sup>.

Concernant le Tibet, les Etats-Unis sont très critiques par rapport à l'empiétement de Pékin sur les pratiques culturelles et religieuses dans les régions tibétaines, en particulier depuis les manifestations de 2008 contre le régime chinois. A l'instar du cas ouïghour, des associations de défense des droits de l'homme dénoncent les détentions arbitraires et les disparitions ; la présence militaire dans les monastères ; les programmes d'éducation patriotique ; le contrôle renforcé des médias et les politiques qui obstruent l'apprentissage de la langue tibétaine. Des restrictions concernant l'accès au Tibet, à l'égard des étrangers, ont incité le Congrès à voter la *Reciprocal Access to Tibet Act* de 2018 (RATA - P.L. 115-330) en soutien à la *Tibetan Policy Act* de 2002 (P.L. 107-228)<sup>60</sup>. La loi de 2002 exige de la part du Département d'Etat américain de réserver un poste de Coordinateur spécial pour les questions tibétaines. Ce poste est vacant depuis la prise de fonction de l'actuelle administration américaine. La loi RATA de 2018 réclame un rapport annuel du Département d'Etat sur le seuil d'accès accordé par les autorités chinoises aux diplomates américains, journalistes et touristes dans les régions tibétaines de Chine.

Pour conclure, nous pourrions noter que si les membres de la communauté internationale considèrent que la Chine n'a pas achever sa transition économique, paradoxalement son statut préservé de « pays en voie de développement » fait l'objet de polémiques au sein de l'OMC. La contestation ne l'empêche pas de bénéficier d'une aide étrangère octroyée par Washington, tombant sous le coup de diverses législations. La *Consolidated Appropriations Act* de 2019 (P.L. 116-6) a octroyé 25,8 millions de dollars en programme d'aide et d'assistance à la Chine. Ce total inclus des fonds de soutiens économiques (ESF) à hauteur de 17 millions de dollars en Chine, hors-Tibet, des ESF de 8 millions de dollars pour les régions tibétaines et des fonds de 800 milles dollars en matière d'affaire internationale de stupéfiants et de répression (INCLE), dans le cadre de programmes œuvrant à renforcer l'État de droit. Les dotations ESF pour les régions hors-Tibet, administrés par le *Bureau of*

---

<sup>57</sup> VON DANIELS (aut.), op. cit., p. 46

<sup>58</sup> NPR, *President Trump Announces The End Of Special Relationship With Hong Kong* [en html], par John Ruwind, <https://www.npr.org/2020/05/29/865685669/president-trump-announces-the-end-of-special-relationship-with-hong-kong?t=1593078824728> (30/08/2020)

<sup>59</sup> LA CROIX, *Donald Trump n'ose pas, encore, sanctionner Hong Kong* [en html], par Dorian Malovic, <https://www.la-croix.com/Monde/Asie-et-Oceanie/Donald-Trump-nose-pas-encore-sanctionner-Hong-Kong-2020-05-30-1201096802> (30/08/2020)

<sup>60</sup> La loi datant de 2002 garantit la promotion du dialogue entre Pékin et le Dalaï-lama, chef spirituel du Tibet en exile, ou son représentant, la protection de l'héritage religieux, culturel et linguistique tibétain, le soutien des projets de développement dans la région.

*Democracy, Human Rights, and Labor Share* (DRL) s'élèvent à 11 millions de dollars en programmes pour la promotion des droits de l'homme et de la démocratie<sup>61</sup>.

A travers les textes de lois, les sanctions et l'aide octroyée démontre la volonté des Etats-Unis de continuer à exercer sur la Chine, et aux yeux du monde, leur domination, d'une part, et leur influence, d'une autre part. La manière, la fréquence et l'intensité avec laquelle l'Administration aborde les questions des droits de l'homme dépend de l'état du conflit commercial avec la Chine. La morale semble, quand le cas s'y prête, servir d'effet de levier dans la gestion des tensions, pour faire pression, obtenir des concessions lors des négociations. Le Congrès garde un rôle vecteur du *soft power* des Etats-Unis, ou du moins de ce qu'il en subsiste.

## 2. Sécurité et défense

### 2.1. Les technologies

A partir de 2018, les mises en garde de responsables gouvernementaux lors d'auditions devant le Congrès accentuèrent la ligne dure adoptée par l'Administration. Dès février, le directeur du FBI, Christopher Wray, témoigna devant le Sénat sur l'accroissement des opérations d'espionnage chinoises aux Etats-Unis<sup>62</sup>. Il précisa les dangers du domaine cyber : *"(...)cyber is clearly the most challenging threat vector this country faces. It's also one of the most concerning, given how many aspects of our daily lives in the United States can be disrupted by a well-planned, well-executed cyber-attack.* »<sup>63</sup>, *« (...)most detected Chinese cyber operations against the United States' private industry are focused on cleared defense contractors or IT and communications firms whose products and services support government and private sector networks nationwide »*<sup>64</sup>. Il constata qu'il fallait se méfier des étudiants chinois spécialisés dans le domaine STEM - science, technologie, ingénierie, mathématiques : *« They're exploiting the very open research and development environment that we have, which we all revere, but they're taking advantage of it. So one of the things we're trying to do is view the China threat as not just a whole of government threat, but a whole of society threat (...)*»<sup>65</sup>.

---

<sup>61</sup> *U.S.-China Relations* (R45898), op. cit., p. 19

<sup>62</sup> SUTTER, op. cit., p. 5 ; DAILYMAIL, *China is using its students and professors at US colleges to SPY on America, FBI Director warns, as it bids to become the world's dominant superpower* [en html], <https://www.dailymail.co.uk/news/article-5392211/FBI-Director-Chinese-spies-infiltrating-colleges.html> (30/08/2020)

<sup>63</sup> INTELLIGENCE.SENATE.GOV, *Hearings - Intelligence Committee* [en html], <https://www.intelligence.senate.gov/hearings/open-hearing-worldwide-threats-0#> (30/08/2020)

<sup>64</sup> Ibidem.

<sup>65</sup> Ibidem.

C'est la raison pour laquelle le Congrès désapprouva en mai 2018 la décision du gouvernement d'assouplir les sanctions à l'égard de ZTE, équipementier de télécommunications chinois<sup>66</sup>. La décision inopinée de lever les sanctions avait succédé une communication informelle entre Trump et Xi, ce dernier plaidant que l'interdiction des ventes de technologies américaines menaçait injustement la « (...)viabilité de l'entreprise »<sup>67</sup>. Acquiesçant à sa requête, l'Administration accepta la levée du boycott, à condition que Pékin acceptait les conditions d'exportation de produits agricoles américains<sup>68</sup>. ZTE devait par ailleurs s'acquitter d'une amende supplémentaire de 1,3 milliards de dollars et respecter les termes négociés sur son *business management*<sup>69</sup>. Un mois plus tard, en juin, le *National Intelligence Council* (NIC) avait communiqué l'acquisition par la Chine de technologies militaires et commerciales par des moyens informatiques clandestins<sup>70</sup>. Cela n'empêcha pas les républicains d'apporter leur soutien à Donald Trump en juillet. Leur prise de position en faveur d'une levée des mesures<sup>71</sup> allait tout bonnement neutraliser celle du Congrès<sup>72</sup>. En même temps, le bras de fer commercial amorcé au printemps de la même année atteignait son paroxysme (cf. *supra*).

La situation s'était infléchie sensiblement au courant de l'automne 2018. Pékin n'arrêtera pas d'être stigmatisé dans les instances de diplomatie publique. En septembre, Trump réprimanda une nouvelle fois la Chine devant l'Assemblée Générale des Nations Unies pour avoir conduit une campagne d'influence, cherchant à saper la crédibilité du Parti Républicain, en pleine élection de mi-mandat. Terry Branstad, ancien gouverneur de l'Iowa, actuel ambassadeur auprès de la Chine, publia un édito dans lequel il condamna les opérations d'influence instrumentées par Pékin dans son Etat<sup>73</sup>. Puis, lors d'une mission d'infiltration conduite par le FBI en Belgique, vint en octobre l'arrestation très médiatisée

---

<sup>66</sup> Pour rappel, l'entreprise avait été inculpée en mars 2017 pour avoir vendu entre 2010 et 2013 du matériel contenant des composants américains à l'Iran et à la Corée du Nord, violant ainsi les programmes d'embargo.

<sup>67</sup> *U.S.-China Rivalry in the Trump Era*, op. cit., p. 3

<sup>68</sup> Beaucoup de voix s'élevèrent contre le président pour avoir instrumentalisé et donc compromis la sécurité nationale à des fins personnelles. L'instauration de conditions d'exportations favorables aurait été au bénéfice d'Etats clés dans la campagne de Trump pour les élections de mi-mandat.

<sup>69</sup> ZDNET, *ZTE 'sauvé' moyennant une nouvelle amende de 1,3 milliard de dollars* [en html], par l'agence EP, <https://www.zdnet.fr/actualites/zte-sauve-moyennant-une-nouvelle-amende-de-13-milliard-de-dollars-39868706.htm> (30/08/2020)

<sup>70</sup> BUSINESSINSIDER, *The FBI Calls Chinese Spies in the US A "Whole of Society Threat* [en html], par Alex Lockie, <http://www.businessinsider.com/fbi-warns-of-chinese-spies-nationals-in-us-how-to-protect-yourself-2018-6> (30/08/2020), in SUTTER, op. cit., p. 5

<sup>71</sup> NBCNEWS, *Congress strips ZTE penalty provision from must-pass defense bill* [en html], par Leigh Ann Caldwell, <https://www.nbcnews.com/politics/congress/congress-strips-zte-penalty-provision-must-pass-defense-bill-n893306> (30/08/2020)

<sup>72</sup> THE DIPLOMAT, *Brace Yourselves: The US-China Trade War Is About to Begin* [en html], par Shannon Tiezzi, <https://thediplomat.com/2018/06/brace-yourselves-the-us-china-trade-war-is-about-to-begin/> (30/08/2020) ; FOREIGN POLICY, *Congress Caves to Trump in Fight over China's ZTE* [en html], par Lara Seligman, <https://foreignpolicy.com/2018/07/25/congress-caves-to-trump-in-fight-over-chinas-zte/>, in SUTTER, op. cit., p. 6

<sup>73</sup> SUTTER, op. cit., p. 8

d'un agent de renseignement chinois impliqué dans le vol de technologies militaires<sup>74</sup>. Début novembre, le Département de la Justice présenta une 'nouvelle initiative' pour mieux se parer des tentatives d'espionnage économique de la Chine<sup>75</sup>. En décembre, deux étudiants chinois avaient été inculpés pour avoir commis des attaques contre une douzaine de pays<sup>76</sup>. Dans ce contexte, il régnait au G-20 de décembre 2018 à Buenos Aires une atmosphère tendue. Le sommet marqua cependant la suspension temporaire des droits de douane et des mesures de rétorsion entre Washington et Pékin (cf. *supra*). Il ne fallait pas longtemps avant qu'un nouvel évènement vînt envenimer les choses. Le 5 décembre, quatre jours après le sommet, les autorités canadiennes arrêtaient à Vancouver la directrice financière du géant télécom Huawei, Meng Wangzhou<sup>77</sup>. Sa possible extradition vers les Etats-Unis est un « dossier explosif »<sup>78</sup> entre Washington, Pékin et Ottawa.

## 2.2. Taiwan et Mer de Chine du Sud

La question de Taiwan est une des plus sensibles pour la *China policy* des Etats-Unis. L'île, *de facto* territoire indépendant de l'Etat chinois depuis 1949, est un enjeu vital pour Pékin. En limitant son accès au Pacifique, la Chine est empêchée de disposer de ses eaux nationales aux alentours de la première de ses trois lignes de défenses que représentent trois chaînes d'îles. Ces lignes de défense correspondent à trois phases stratégiques. La stratégie de long terme de la marine chinoise (PLAN)<sup>79</sup> répond à l'objectif de déplacer l'influence des États-Unis hors du Pacifique occidental. Ceci suppose une marine pouvant se déployer bien au-delà des côtes. La première phase à atteindre au début du 21<sup>ème</sup> siècle comportait une capacité d'intervention dans les mers avoisinantes à hauteur de sa première ligne de défense. Cette ligne recouvre la Mer Jaune, la Mer de Chine orientale et la Mer de Chine méridionale – passant par les îles Ryukus, Taiwan, jusqu'à l'île indonésienne de Natuna Besar. Pour 2020, seconde phase d'ores et déjà entamée, la RPC a pour objectif d'étendre ses opérations jusqu'à la seconde chaîne d'îles, c'est-à-dire, les îles Bonins, les îles

---

<sup>74</sup> Ibidem. ; RTBF, *Un agent chinois extradé de Belgique vers les Etats-Unis pour espionnage économique* [en html], par AFP, [https://www.rtf.be/info/economie/detail\\_un-agent-chinois-extrade-de-belgique-vers-les-etats-unis-pour-espionnage-economique?id=10042422](https://www.rtf.be/info/economie/detail_un-agent-chinois-extrade-de-belgique-vers-les-etats-unis-pour-espionnage-economique?id=10042422) (30/08/2020)

<sup>75</sup> Ibid., p. 9 ; JUSTICE.GOV, *Attorney General Jeff Sessions Announces New Initiative to Combat Chinese Economic Espionage - Justice News* [en html], <https://www.justice.gov/opa/speech/attorney-general-jeff-sessions-announces-new-initiative-combat-chinese-economic-espionage> (30/08/2020)

<sup>76</sup> LE FIGARO.FR, *Les États-Unis inculpent deux hackers chinois pour des attaques contre 12 pays* [en html], <http://www.lefigaro.fr/international/2018/12/20/01003-20181220ARTFIG00315-les-etats-unis-inculpent-deux-hackers-chinois-pour-des-attaques-contre-12-pays.php> (30/08/2020)

<sup>77</sup> SUTTER, op. cit., p. 9 ; LE MONDE, *L'arrestation d'une dirigeante de Huawei provoque des tensions entre Pékin et Washington* [en html], par Frédéric Lemaître, [https://www.lemonde.fr/international/article/2018/12/06/canada-une-haute-responsable-du-geant-chinois-huawei-arretee\\_5393250\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2018/12/06/canada-une-haute-responsable-du-geant-chinois-huawei-arretee_5393250_3210.html) (30/08/2020)

<sup>78</sup> LE MONDE, *Huawei : l'extradition de Meng Wanzhou, un dossier explosif entre le Canada, la Chine et les Etats-Unis* [en html], [https://www.lemonde.fr/international/article/2020/01/22/huawei-l-extradition-de-meng-wanzhou-un-dossier-explosif-entre-le-canada-la-chine-et-les-etats-unis\\_6026782\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2020/01/22/huawei-l-extradition-de-meng-wanzhou-un-dossier-explosif-entre-le-canada-la-chine-et-les-etats-unis_6026782_3210.html) (30/08/2020)

<sup>79</sup> *People's Liberation Army Navy*

Mariannes, passant par l'île de Guam et les îles Carolines, jusqu'à l'est de l'Indonésie, avant de devenir pour 2050, dernière phase, une force navale globale<sup>80</sup>. D'ici là, sa projection de puissance aura dépassé la troisième chaîne qui s'étend des Îles Aléoutiennes en Alaska, aux îles du Pacifique Sud, jusqu'aux îles hawaïennes, là où se situent des grandes bases militaires américaines<sup>81</sup>. Aujourd'hui, une de ses plus grandes ambitions est donc de se réapproprier la pleine souveraineté de Taiwan pour naviguer librement, sans contraintes, en Mer de Chine du Sud. Dans cette région, la partie maritime du projet *Belt and Road Initiative* (BRI)<sup>82</sup> conduit Pékin à terraformer et militariser des îles artificielles<sup>83</sup>. Elles lui confèrent davantage de zone économique exclusive (ZEE).

### 2.2.1. Une mise en œuvre mitigée

La *National security strategy* (NSS) de 2017 et la *National defense strategy* (NDS) de janvier 2018 dépeignent la Chine comme grande rivale des États-Unis. Non seulement, elle constitue une menace majeure pour la sécurité des États-Unis, mais elle est également accusée de déployer indûment sa puissance militaire en Asie Pacifique. Depuis son entrée en fonction, l'Administration l'a condamné pour la construction d'avant-postes militaires (cf. *supra*). La remise en question du principe *One China* par Trump, avant de se raviser, et les contacts récurrents avec Taiwan tranchaient avec la position du gouvernement Obama. Pourtant, les contacts informels entre Trump et Xi se multiplièrent rapidement. Le sommet d'avril 2017 à Mar-a-Lago en Floride, leurs rencontres en marge du G-20 en juillet 2017 à Hambourg et leurs entretiens téléphoniques à propos de la Corée du Nord semblaient salutaires. Ces initiatives précédèrent la visite officielle du président américain à Pékin en novembre<sup>84</sup>, qualifiée de « grande réussite ». Suite au sommet de Floride, les ventes d'armes à Taiwan et les exercices en Mer de Chine du Sud furent suspendus. Les deux États s'accordèrent également un délai de 100 jours pour approfondir leur coopération économique avant le premier *US-China Comprehensive Economic Dialogue* (CED). Mais l'Administration manifesta vite son insatisfaction par rapport à l'effort promis par Pékin dans le dossier nucléaire nord-coréen. Le CED avait mené à aucune option pour réduire le

---

<sup>80</sup> Ming-chin Monique, CHU, Scott L., KASTNER, *Globalization and Security Relations Across the Taiwan Strait: In the Shadow of China*, New York : Routledge, 2014, p. 87

<sup>81</sup> ASIATIMES, *China targeting Pacific isles for strategic bases* [en html], par by Jonathan Manthorpe, <https://asiatimes.com/2019/06/china-targeting-pacific-isles-for-strategic-bases/> (02/09/2020)

<sup>82</sup> En parallèle, la Chine s'étend sur l'intérieur du continent asiatique pour développer le volet terrestre de BRI.

<sup>83</sup> Les îles Paracels font épisodiquement l'objet de litiges avec le Vietnam et les Philippines, mais les tensions sont moindre par rapport aux Spratleys. Suivant les revendications chinoises en 2017, certaines îles Paracels – Woody Island –, font l'objet d'une militarisation (sous-marin nucléaire, missiles antinavires, extension de pistes d'atterrissage, systèmes de missiles sol-air, hélicoptères, etc.). Quant aux îles Spratleys, les différends opposent la Chine à la Malaisie, le Vietnam, l'Indonésie et les Philippines pour les hydrocarbures et les ressources halieutiques. En 2018, la zone génère cinq milliards de dollars par an. Le trafic maritime permet à la Chine d'étendre sa sphère d'influence jusqu'au cœur de l'Asie du Sud-Est.

<sup>84</sup> SUTTER, op. cit., p. 2

déficit américain, se soldant par un échec<sup>85</sup>. Les activités, dont les Opérations de Libre Navigation (FONOP<sup>86</sup>), redémarrèrent aussitôt<sup>87</sup>.

Le Congrès des Etats-Unis adhèrera progressivement aux visions de l'Administration en 2018, suite aux alertes répétées. La *John S. McCain National Defense Authorization Act* de 2019 (NDAA) issue du 115<sup>ème</sup> Congrès (H.R.5515 - 2017-2018) préconise une stratégie pangouvernementale. La loi accentue la rhétorique de la NSS et de la NDS. Les éléments de la stratégie comportent l'évaluation des activités du Parti communiste chinois et des réponses pour les enrayer : élaborer de méthodes afin de renforcer la communication stratégique pour contrer son influence ; identifier des ressources clés au niveau diplomatique, militaire, économique du développement, du renseignement ; établir un plan pour maximiser l'efficacité de ces ressources ; mettre en œuvre les mécanismes interinstitutionnels afin d'assurer la coordination et l'implémentation de la stratégie. Il faut à cet effet encourager la conclusion d'accords et de contrats d'entente dans l'ensemble du gouvernement et à un niveau interinstitutionnel.

La dénomination *Southeast Asia Maritime Security Initiative* est remplacé par *Indo-Pacific Maritime Security Initiative*. Ce que changement signifie est expliqué dans ce qui suit. Depuis des décennies, les diverses Initiatives de Sécurité Maritimes (MSI) des Etats-Unis, et les initiatives d'autres acteurs de la communauté internationale – Australie, Japon, UE –, entendent répondre à une série de défis en Mer de Chine du Sud. Citons en quelques-uns : la piraterie, la vente illégale d'armes, la traite des êtres humains, la navigation sécurisée en raison d'une dépendance économique élevée, l'épuisement de zones de pêche, l'exploitation de gisements gaziers et pétroliers ; les disputes ayant traités aux territoires et frontières maritimes. Ces initiatives stratégiques partent de la conviction que la coopération internationale entre les Etats d'Asie de l'Est, conjointement avec des acteurs extérieurs, peut résoudre ces enjeux en générant des bénéfices malgré les rivalités interétatiques, la concurrence sous-régionale et la crainte des Etats d'Asie de l'Est d'un effacement de leur souveraineté<sup>88</sup>. La récente *Indo-Pacific MSI*, à l'instar de *l'Asia-Pacific MSI*, ne fait pas l'impasse de ces vulnérabilités. Elle va plus loin, car la notion d'Indo-Pacifique fait référence à une région devenu le centre de gravité des interactions économiques internationales, de

---

<sup>85</sup> Bonnie, GLASER, Collin, NORKIEWICZ, "North Korea and Trade dominate the agenda," *Comparative Connections* 19:2, (septembre 2017), pp. 21-34, in SUTTER, op. cit., p. 2

<sup>86</sup> *Freedom of navigation operations*

<sup>87</sup> cfr. chapitre 4 pour plus de détails.

<sup>88</sup> Si l'idée de MSI en tant que telle s'imposait comme solution, pas toutes se couronnaient de succès. Par exemple, la *Regional Maritime Security Initiative* (RMSI) de 2004 des Etats-Unis s'attachait à contrer la piraterie et le terrorisme maritime dans le détroit de Malacca. Washington proposa la création de patrouilles multinationales dans les eaux territoriales d'Etats côtiers, tels que l'Indonésie et la Malaisie. La proposition avait été jugée inacceptable en raison d'un fort sentiment nationaliste. D'autres obstacles freinaient les démarches. Les réseaux d'accords, d'ententes et partenariats à enjeu unique manquaient de cohérence, malgré les progrès considérables. Encore aujourd'hui, certains pays n'ont pas les moyens de s'engager dans une coopération de sécurité maritime, en raison d'une approche interinstitutionnelle de coordination inadéquate. *Asia-Pacific Regional Security Assessment 2016* : International Institute for Strategic Studies, juin 2016, pp. 87-106

la démographie mondiale, de la sécurité transnationale et de l'équilibre des puissances. La Chine en a pleine conscience. A mesure qu'elle se développe, projette sa puissance et étend son influence, elle déplace dans la région ses lignes de défense d'Est en Ouest, jusqu'à l'Inde. Les objectifs de la BRI entrent ainsi en concurrence directe avec les MSI des Etats-Unis, puisque Pékin appelle de son côté les pays de sa périphérie grandissante à saisir conjointement les opportunités. Le gouvernement chinois les sollicite pour répondre aux menaces qui entravent le développement commun et la prospérité. Dans ses nombreux discours, Xi Jinping met d'ailleurs systématiquement en avant l'identité asiatique. Il promeut une coopération régionale avec les membres de l'ASEAN, l'Inde incluse, sur une base économique et sécuritaire. Ces démarches les attirent dans le giron chinois, autant qu'elles suscitent leur méfiance. En outre, la mission de garantir la bonne gouvernance des océans devient ardue pour les Etats-Unis, dans un contexte où Pékin défie ouvertement l'ordre régional. Rappelons qu'à mesure qu'elle prend pied, elle entend débouter la présence des Etats-Unis hors d'Asie afin d'asseoir sa domination, à commencer dans la région<sup>89</sup>.

Cela explique pourquoi la NDAA de 2019 étend l'autorité de l'*Indo-Pacific MSI*, conçue finalement pour endiguer cet élan. Son champ d'action, en soutien et formation des alliés et partenaires, dépasse largement l'unique Asie du Sud-Est. L'Océan indien est désormais inclus dans l'initiative, au-delà de la Mer de Chine méridionale et orientale. A ce titre, le qualificatif *Indo-Asia-Pacific Region* devient *Indo-Pacific Region*. Un plan est préconisé pour renforcer les liens militaires entre l'Inde et les Etats-Unis. Parmi les pays bénéficiaires de l'aide - Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Vietnam - viennent se rajouter le Bangladesh, le Sri Lanka<sup>90</sup>. Puis, la NDAA de 2019 exige des rapports publics sur les activités militaires et de coercition pilotées par Pékin en Mer de Chine du Sud. Le rapport annuel du Congrès intègre le terme *activités malveillantes*, c'est-à-dire, les campagnes d'influence, les politiques économiques abusives et les pratiques de crédit démesurées<sup>91</sup>. Deux sections entières sont dédiées à Taiwan et à son renforcement militaire<sup>92</sup>. Le Congrès encourage le Département de la défense et le gouvernement à consolider les rapports gouvernementaux avec Taiwan pour éviter l'isolement de l'île<sup>93</sup>.

Pourtant, le gouvernement américain s'écarta de ces objectifs pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la complaisance de Trump pour le président Xi, en contraste à l'hostilité de ses discours, peut s'expliquer par le poids de Pékin dans le dossier nucléaire nord-coréen. Pour s'assurer de son soutien lors du sommet de juin 2018 entre la Corée du Nord et les États-

---

<sup>89</sup> David, BREWSTER, *Indo Pacific Maritime Security Challenges and Cooperation*, Canberra : Australian National University - National Security College, juillet 2016, pp. 1-3

<sup>90</sup> John s. McCain *National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2019*, Washington : Congrès des Etats-Unis, GPO, sections 875, 1252, 1263

<sup>91</sup> Robert, SUTTER, « Trump's China Policy: Bi-partisan Hardening, Uncertain Resolve », *Diane Labrosse Web and Production Editor: George Fujii*, H-Diplo | ISSF POLICY Series America and the World—2017 and Beyond, 16 janvier 2019, p. 7

<sup>92</sup> John s. McCain *National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2019*, op. cit., sections 1257, 1258

<sup>93</sup> Bonnie, GLASER, Kelly, FLAHERTY, "Hurling Toward a Trade War," *Comparative Connections* 20:1 (2018), p. 23, in SUTTER, op. cit., p. 6



Unis, le président Trump aurait hésité à mettre en œuvre les politiques à l'égard de Taiwan<sup>94</sup>. Deux autres facteurs ont pu entrer en jeu. La division entre ses conseillers économiques sur l'approche à adopter vis-à-vis de la Chine aurait pu déteindre sur l'efficacité de la prise de décision (cf. conclusion *infra*). Enfin, les médias n'auraient pas été tout de suite en phase avec le virage de l'Administration. A cette époque, la société civile et l'opinion publique étaient braquées sur le protectionnisme proclamé haut et fort par Trump<sup>95</sup>.

### 2.2.2. Vers une ligne dure réaffirmée

Le gouvernement dans son ensemble commença véritablement à faire front commun vers la fin de l'été 2018. En octobre, le vice-président, Michael Pence, présenta dans un discours à la Maison Blanche la posture intransigeante des Etats-Unis vis-à-vis de la Chine. Calibrée autour d'une concurrence géopolitique entre grandes puissances, rien n'était réellement innovant dans la rhétorique, mis à part la connotation idéologique de Guerre Froide. Ce fut aussi la première fois que le discours d'un haut représentant devait sensibiliser autant la population sur les dangers de l'influence chinoise sur le sol même de la nation américaine. Il relata les tentatives d'ingérence de Pékin dans les processus politiques des Etats-Unis, par le vaste éventail de ses moyens pour répandre sa propagande : « *Beijing is employing a whole-of-government approach, using political, economic, and military tools, as well as propaganda(...)* ». « (...)to exert influence and interfere in the domestic policy and politics of this country »<sup>96</sup>, « (...)influence American public opinion, the 2018 elections, and the environment leading into the 2020 presidential elections »<sup>97</sup>. Les droits de douane imposés par la Chine viseraient spécifiquement des secteurs industriels américains qui ont un poids dans les scrutins électoraux. Le Parti communiste aurait dépensé des milliards de dollars pour relayer sa propagande dans le monde des médias, académique et des entreprises aux Etats-Unis. Son but est d'altérer la perception de l'opinion publique et des forces politiques sur les positions de la Chine.

Mike Pence n'oublia pas de dénoncer le projet MIC 2025 et le déficit commercial : « (...)through the "Made in China 2025" plan, the Communist Party has set its sights on controlling 90 percent of the world's most advanced industries, including robotics, biotechnology, and artificial intelligence »<sup>98</sup>. « (...)to obtain American intellectual property»<sup>99</sup>. « China's actions have contributed to a trade deficit with the United States that

---

<sup>94</sup> SUTTER, op. cit., p. 4

<sup>95</sup> Karl, FRIEDHOFF, Craig, KAFURA, *China Not Yet Seen as a Threat by the American Public*, Chicago : The Chicago Council on Global Affairs, 19 octobre 2018, in *ibidem*.

<sup>96</sup> WHITEHOUSE.GOV, *Remarks by Vice President Pence on the Administration's Policy Toward China (discours du 4 octobre 2018)* [en html], <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-vice-president-pence-administrations-policy-toward-china/> (30/08/2020)

<sup>97</sup> *Ibidem*.

<sup>98</sup> *Ibidem*.

<sup>99</sup> *Ibidem*.

*last year ran to \$375 billion* »<sup>100</sup>. A part cela, le discours du vice-président condamne les actions de Pékin pour déstabiliser Taiwan, la navigation intensive et provocative de la PLAN dans les eaux souveraines des autres pays en Mer de Chine du Sud. Ces menaces justifient la modernisation de l'arsenal nucléaire et des forces conventionnelles de l'armée sur terre, en mer, dans les airs et dans l'espace : « *We're modernizing our nuclear arsenal. We're fielding and developing new cutting-edge fighters and bombers. We're building a new generation of aircraft carriers and warships. We're investing as never before in our armed forces. And this includes initiating the process to establish the United States Space Force to ensure our continued dominance in space* »<sup>101</sup>. Les capacités de dissuasion dans le domaine de la cybersécurité sont essentielles à cet égard.

Mike Pence ne s'était pas non plus privé de jouer sur la fibre émotionnelle en évoquant les moments difficiles qu'avaient traversé les deux nations par le passé, parfois en commun, avant de déplorer l'avènement du Parti communiste et de l'autoritarisme expansionniste du régime chinois dès 1949 : « *But soon after it took power in 1949, the Chinese Communist Party began to pursue authoritarian expansionism* »<sup>102</sup>. Il souligna pourtant avec bienveillance les opportunités pour améliorer la relation avec la Chine et la volonté du Président Trump de s'engager dans une relation constructive : « *(...)opportunity to strengthen the relationship between our two countries and improve the lives of our citizens* »<sup>103</sup>. « *As our National Security Strategy states: We should remember that "Competition does not always mean hostility," nor does it have to. The President has made clear, we want a constructive relationship with Beijing where our prosperity and security grow together, not apart.* »<sup>104</sup>. Il certifia que les Etats-Unis souhaitent inciter Pékin à adopter des politiques loyales, réciproques et responsables, en respect des valeurs occidentales, mais il regretta que les dirigeants chinois aillent à contresens<sup>105</sup>.

En juillet 2018, L'Administration s'opposa à l'assistance de la Banque Mondiale pour l'octroi à la Chine d'un prêt annuel de 2 milliards de dollars. Elle s'opposa également à tout sauvetage financier du Pakistan<sup>106</sup> qui compenserait la Chine pour ses prêts à grande échelle. En novembre 2018, un *cruiser USS Antietam* et un *destroyer USS Chung-Hoon* traversèrent le détroit de Taiwan en direction de la Chine<sup>107</sup>. Un mois plus tôt, dans les eaux revendiquées, la PLAN envoya un navire de guerre pour contraindre un destroyer américain

---

<sup>100</sup> WHITEHOUSE.GOV, *Remarks by Vice President Pence on the Administration's Policy Toward China*, op. cit.

<sup>101</sup> Ibidem.

<sup>102</sup> Ibidem.

<sup>103</sup> Ibidem.

<sup>104</sup> Ibidem.

<sup>105</sup> Ibidem.

<sup>106</sup> REUTERS, *U.S.' Pompeo warns against IMF bailout for Pakistan that aids China* [en html], par David Lawder, Tom Brown (éd.), <https://www.reuters.com/article/us-imf-pakistan/us-pompeo-warns-against-imf-bailout-for-pakistan-that-aids-china-idUSKBN1KK2G5> (30/08/2020)

<sup>107</sup> Ibidem. ; NAVYTIMES, *China expresses concerns over 2 US Navy warships in Taiwan Strait* [en html], <https://www.navytimes.com/news/your-navy/2018/11/29/china-expresses-concerns-over-2-us-navy-warships-in-taiwan-strait/> (30/08/2020)

de changer de cap en pleine FONOP, soutenue par l’Australie, la France, le Royaume-Uni et le Japon. La plupart des chefs de gouvernements appelèrent les autorités chinoises à se conformer aux règles du tribunal de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (UNCLOS) et de s’abstenir de militariser la Mer de Chine<sup>108</sup>. En mars 2019, des bombardiers B-52 en mission avec l’US Navy défièrent à nouveau la Chine dans les zones maritimes contestées<sup>109</sup>. Rien qu’entre janvier et août 2019, les vaisseaux de la marine américaine avaient transité à sept reprises dans les eaux du détroit de Taiwan<sup>110</sup>.

### 2.3. Dimension nucléaire

La plupart des gouvernements cherchent à encourager l’innovation et la croissance dans leurs économies. De même, de nombreux gouvernements souhaitent faire bénéficier les infrastructures militaires des technologies développées à cet effet. Dans ce cadre, la Fusion Militaro-Civile (MCF) chinoise, stratégie nationale de défense du Parti communiste, augmente la recherche technologique à des niveaux sans précédent. La MCF constituerait aujourd’hui un défi majeur pour la sécurité des Etats-Unis, « (...)ses voisins et tout pays ayant un intérêt dans un ordre international ouvert »<sup>111</sup>, selon les mots de Mike Pompeo, lors d’un discours sur le ‘défis chinois’ en octobre 2019 à la *Hudson Institute’s Herman*. En mai 2020, l’ISN - *Bureau of International Security and Nonproliferation* -, avait à son tour fait part de ses préoccupations. L’objectif de la MCF serait d’élever l’Armée populaire de libération (APL) au statut d’armée la plus avancée au monde d’ici 2049<sup>112</sup>, centenaire de la prise de pouvoir du Parti en Chine. Outre les enjeux de la 5G et du cyberspace, la modernisation continue de l’arsenal nucléaire chinois est un donc aspect pris hautement en considération Washington<sup>113</sup>. Pour Pékin, il s’agit en partie de reconnaissance, pas seulement économique, mais aussi de la nécessité d’augmenter sa puissance militaire pour faire face aux menaces.

#### 2.3.1. L’INF et l’arsenal chinois

En octobre 2018, le gouvernement annonça le retrait des Etats-Unis du traité INF. Le Département de la défense évaluerait la possibilité de déployer des missiles à portée intermédiaire pour contrecarrer les progrès technologiques de Pékin en Asie-Pacifique. Le développement de son savoir-faire et les moyens dont elle se dote, plus particulièrement en

---

<sup>108</sup> SUTTER, op. cit., p. 11 ; TIME, *A Chinese Warship Nearly Collided With a U.S. Destroyer in an 'Unsafe' South China Sea Confrontation* [en html], par Eli Meixler, <http://time.com/5412237/china-encounter-decatur-south-china-sea/> (04/04/2019)

<sup>109</sup> Ibidem. ; THE JAPANTIMES, *U.S. B-52 bombers train with navy, ASDF over East China Sea* [en html], par Jesse Johnson, <https://www.japantimes.co.jp/news/2019/03/21/asia-pacific/u-s-b-52-bombers-train-navy-asdf-east-china-sea/#.XKW-fKSxVOQ> (30/08/2020)

<sup>110</sup> *U.S.-China Relations* (R45898), op. cit., p. 36

<sup>111</sup> STATE.GOV, *The PRC’s “Military-Civil Fusion” Strategy Is a Global Security Threat* [en html] <https://www.state.gov/the-prcs-military-civil-fusion-strategy-is-a-global-security-threat/> (02/09/2020)

<sup>112</sup> STATE.GOV, *The Chinese Communist Party’s Military-Civil Fusion Policy* [en html], <https://www.state.gov/military-civil-fusion/> (02/09/2020)

<sup>113</sup> *Military-Civil Fusion and the People’s Republic of China – Fact sheet*, Washington : Département d’Etat des Etats-Unis, juin 2020

matière de cyberspace et dans le secteur de l'espace, lui permettra de conduire des opérations militaires globales sur le long terme. Elle menace le système d'alliances et partenariats de Washington, plus précisément les bases militaires des Etats-Unis établies au Japon, en Corée du Sud et sur l'île de Guam. Washington continue d'affirmer que les îles Senkaku/Diaoyu en Mer de Chine orientale, administrées par Tokyo et revendiquées par Pékin, tombe sous le Traité de sécurité entre les Etats-Unis et le Japon. Cependant, un conflit militaire entre la Chine et un des alliés américains mettrait Washington dans une situation délicate. Une des raisons du retrait de l'INF serait le contrôle de cette menace. Selon Phil Davidson, amiral et commandant des forces de la *US Navy* en Asie-Pacifique, l'arsenal terrestre de la Chine justifie un remaniement des forces militaires dans la région. En 2019, il informa le Congrès que 95% des missiles balistiques chinois ne sont pas couverts par le traité<sup>114</sup>.

Si les armes nucléaires jouent un rôle important dans la politique de sécurité et de défense de Pékin, à ce stade elles ne se situent pas encore au centre des questions sécuritaires de la rivalité sino-américaine<sup>115</sup>. Selon le point de vue de la Chine, détenir un arsenal nucléaire est symbole du statut de grande puissance qu'elle convoite. Mais, cet arsenal servirait avant tout à dissuader d'éventuelles interventions militaires sur le continent chinois entreprises par des Etats qui en sont dotés, en l'occurrence les Etats-Unis et l'Inde. Officiellement, la Chine poursuit une politique de non-recours en première frappe. Mais avec les initiatives de défense antimissiles et l'expansion des forces conventionnelles des Etats-Unis, Pékin sait qu'elle risque de perdre sa capacité de seconde frappe. Cette perspective rend caduc la dissuasion nucléaire face aux Etats-Unis : la perception de la menace est renforcée par le fait que les Etats-Unis ne reconnaissent pas ouvertement le principe de destruction mutuelle assurée vis-à-vis de la Chine. Ils laisseraient cette question ambivalente délibérément ouverte. D'autre part, la menace nucléaire nord-coréenne sert de justification aux Etats-Unis pour déployer leurs missiles de défense en Asie du Nord-Est. Pour les autorités chinoises, la puissance de frappe de la Corée du Nord n'est pas suffisante pour justifier les manœuvres de l'armée américaine dans la région. A savoir que les essais réussis des missiles de longue portée de la Corée du Nord n'ont pas altéré le point de vue de la Chine. Pékin est convaincu que les arguments de Washington servent de prétexte pour l'installation d'un système capable de perturber la stabilité stratégique : il s'agirait, en cas de conflit militaire, de neutraliser la dissuasion chinoise et russe.

La Chine continue de mettre l'accent sur l'extensibilité du système de défense anti-missiles américain, plus particulièrement en ce qui concerne le déploiement flexible des navires d'Aegis<sup>116</sup> et des systèmes terrestres. En définitive, si les systèmes radar des Etats-Unis, de la Corée du Sud, ou du Japon sur terre ou en mer sont capables de suivre la trajectoire d'un missile nord-coréen, ils seraient également capables d'en faire autant avec les missiles

---

<sup>114</sup> LIPPERT (éd.), PERTHES (éd.), Michael, PAUL (aut.), Marco, OVERHAUS (aut.), op. cit., pp. 23-24

<sup>115</sup> Ibidem.

<sup>116</sup> Aegis est un système de combat naval américain lancé à la fin des années 1960.

chinois. La perception de la menace de la Chine converge avec celle de la Russie. C'est ce qui expliquerait pourquoi ces deux protagonistes ont intensifié leurs relations bilatérales depuis 2019 dans le cadre du Partenariat stratégique de coordination globale<sup>117</sup>.

En revanche, certains signes dévoilent que les prouesses technologiques de la Chine ne représentent plus une question d'ordre secondaire pour la sécurité Etats-Unis. Ses avancées en matière de missiles balistiques expliqueraient pourquoi le président américain s'était abstenu de critiquer la Corée du Nord pour ses essais de missiles à courte portée en 2019, contrairement au Japon. Voyons cela plus en détail. Une des réponses des Etats-Unis au défi que pose les missiles nord-coréens est le développement d'un système stratégique conventionnel. Le programme *Prompt Global Strike*<sup>118</sup> propose des planeurs hypersoniques (*Hypersonic glide vehicles – HVG*) capable d'effectuer des frappes en tout lieu dans le monde en moins d'une heure. Les HVG permettraient d'intercepter à temps le lancement d'un missile intercontinental à partir de la Corée du Nord. Cependant, cette technologie de pointe aurait été conçue moins pour anéantir les défenses aériennes nord-coréennes, que pour cibler l'arsenal nucléaire chinois. En cas de conflit, les Etats-Unis seraient en mesure de lancer une attaque de préemption. A ce stade, la Chine et la Russie sont dotées des technologies HGV. Du point de vue de la Chine, l'avantage est que ces technologies – en usage conventionnel ou nucléaire – ne seraient pas détectables par les systèmes de défense actuels<sup>119</sup>. En d'autres termes, la Chine semble avoir réussi à s'accaparer une technologie américaine, qui à l'origine devait servir à neutraliser sa menace de dissuasion nucléaire<sup>120</sup>.

### 2.3.2. *New START*

Il est clair que ces défis se jouent dans un environnement déterminé par un dilemme de sécurité qui dépasse la singulière logique de Guerre Froide de jadis. Au lieu de promouvoir un contrôle de l'armement, les Etats-Unis optent en premier lieu pour une flexibilisation<sup>121</sup>. Ce choix augmente les dangers d'une course à l'armement comme nous verrons dans ce dernier point.

Si dans les documents stratégiques, l'Administration soulignent avec énergie le renforcement de la sécurité nucléaire, elle ne s'était toujours pas exprimée sur la reconduction du traité New START. Ce mutisme est d'autant plus préoccupant, tenant compte des rapports de force du nouvel environnement stratégique. La Russie est de moins en moins encline à se conformer à ses obligations internationales et accroit tout comme la

---

<sup>117</sup> PAUL, OVERHAUS, op. cit., pp. 23-24 ; L'initiative comporte une coopération en matière d'armement et des manœuvres militaires conjointes

<sup>118</sup> Ce programme avait été initiée au début des années 2000, in *Hypersonic Weapons: Background and Issues for Congress*, Washington : CRS Reports, Library of Congress, p. 1

<sup>119</sup> PAUL, OVERHAUS, op. cit., pp. 23-24

<sup>120</sup> Par le fait que le déploiement de ce type de systèmes de défense avait été validé par Washington ; Ibidem.

<sup>121</sup> PAUL, OVERHAUS, op. cit., pp. 23-24

Chine son arsenal nucléaire<sup>122</sup>. La Chine désire acquérir de nouveaux missiles intercontinentaux, et, avec le soutien de la Russie, développer un système d'alerte avancée anti-missiles<sup>123</sup>. Ses ambitions génèrent encore plus de suspicions sur la stratégie nucléaire de Pékin dans un futur proche. C'est de là que, depuis plus d'un an, l'Administration fait planer l'idée d'une entente tripartite sur le contrôle de l'armement<sup>124</sup>. Selon Trump, ce contrôle doit répondre à la menace des armes de prochaine génération. Lors d'un briefing sur le New START en mars 2020, un haut responsable du Département d'Etat avait énoncé « (...) que l'avenir du contrôle des armements va au-delà du contexte bilatéral traditionnel »<sup>125</sup>. Ce contrôle doit couvrir bien plus que ce qui est actuellement couvert par le New START. Amener la Chine dans la mêlée des négociations est essentiel, mais une reconduction du New START viendrait contrecarrer cette entente. Si l'arsenal de Moscou et de Washington est limité par le contrôle des armements, la Chine est en voie de doubler la taille de son arsenal au cours des prochaines années. Ce serait aussi une question « (...) de l'éventail et de la diversité des systèmes de livraison, et d'une gamme de systèmes »<sup>126</sup>. Le haut responsable avait insisté que « (...) le défi concurrentiel que nous devons tous relever les uns avec les autres ne peut pas dégénérer en une course aux armements, même si les responsables chinois prétendent qu'ils ne cherchent pas la parité avec les États-Unis ou la Russie, et qu'ils ne s'engageront jamais dans une course aux armements »<sup>127</sup>.

Selon les partisans d'une limitation des armements, une entente tripartite est trop ambitieuse. D'autres observateurs considèrent cette proposition comme un moyen de postposer la reconduction de New START au-delà de sa date butoir, afin de railler définitivement le traité de l'agenda politique. De surcroît, l'escalade des tensions entre les États-Unis et la Chine et les vents contraires dans la gestion du coronavirus pourraient anéantir toute chance de négociation avec Pékin sur son arsenal. La Chine n'a jamais été partie prenante d'un tel accord par le passé. A cet égard, des hauts dirigeants avaient été invités en décembre 2019 à s'engager dans un dialogue stratégique. En dépit des requêtes de Washington, un porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois avait prévenu que Pékin n'avait aucune intention de se joindre à ce type de pourparlers sur le contrôle d'armes. A ce jour, avec ou sans la survenance du COVID-19, aucun signe indique la probabilité de conclure un traité à trois<sup>128</sup>.

---

<sup>122</sup> FOREIGN POLICY, *Trump Fixates on China as Nuclear Arms Pact Nears Expiration* [en html], par Robbie Gramer, Jack Detsch, <https://foreignpolicy.com/2020/04/29/trump-china-new-start-nuclear-arms-pact-expiration/> (31/08/2020)

<sup>123</sup> PAUL, OVERHAUS, op. cit., pp. 23-24

<sup>124</sup> FOREIGN POLICY, *Trump Fixates on China as Nuclear Arms Pact Nears Expiration*, op. cit.

<sup>125</sup> US DEPARTMENT OF STATE, *Briefing With Senior State Department Official On the New START* [en html], <https://www.state.gov/briefing-with-senior-state-department-official-on-the-new-start/> (31/08/2020)

<sup>126</sup> Ibidem.

<sup>127</sup> Ibidem.

<sup>128</sup> FOREIGN POLICY, *Trump Fixates on China as Nuclear Arms Pact Nears Expiration*, op. cit.

### 3. *China policy* : Analyse des facteurs de divisions

Nous avons vu que l'animosité amplifiée envers la Chine ces dernières années aux Etats-Unis se traduit par la dénonciation de ses pratiques commerciales, en particulier dans le domaine des technologies, l'érosion de l'industrie américaine, à côté de son inquiétante projection de puissance. Pour y faire face, la diplomatie américaine témoigne de lacunes liées à des facteurs internes. D'abord, le Président américain négligerait trop souvent l'avis des experts et de ses conseillers. Il lui est reproché d'éviter les branches du Département d'Etat, ou encore, de se débarrasser systématiquement des « (...)anticorps bureaucratiques du gouvernement »<sup>129</sup>. Ensuite, une dissonance s'observe entre la volonté de centraliser des organes fédéraux à une échelle interinstitutionnelle<sup>130</sup> et le consensus politique difficile jusqu'au sein du cabinet présidentiel. Ce paradoxe serait en partie cause et conséquence d'une discordance dans le processus de prise de décisions sur la scène intérieure et celui de la mise en œuvre de la politique étrangère américaine.

Sous une perspective théorique, ces signes de faiblesses vont à l'encontre d'un des préceptes réalistes selon lequel les gouvernements, nécessairement prudents, doivent détenir le monopole du pouvoir et de la force légitime dans leur organisation, pour engager sans heurts les réformes économiques et sociales nécessaires à la survie de la nation<sup>131</sup>. C'est ce à quoi s'attachent par ailleurs à réaliser les nations à travers leur grande stratégie. Détaillons brièvement en quoi ce concept consiste. Selon Hal Brands, une grande stratégie nationale détermine d'une part le lien entre les enjeux et objectifs à court, moyen et long terme, et d'autre part la gestion institutionnelle de la politique au quotidien<sup>132</sup>. Afin d'orienter la gouvernance de l'Etat soumis aux aléas de l'environnement international<sup>133</sup> elle renseigne les dirigeants sur l'exploitation rationnelle des moyens afin d'éviter tout excès. Pour ce faire, elle indique comment définir l'équilibre entre les moyens et les objectifs à atteindre<sup>134</sup>. Cette exigence doit aller de pair avec la capacité des dirigeants à distinguer le noyau dur des intérêts, des intérêts secondaires. C'est ce qui explique pourquoi la bonne réalisation des réformes politiques, économiques et institutionnelle pèse autant sur la stabilité d'un ordre étatique, que dans la bonne conduite des relations internationales. En conséquence, une grande stratégie nationale et, par extension la gouvernance d'un Etat, sera avalisée par le peuple si substance est donnée à une nation, en lien avec sa population

---

<sup>129</sup> FOREIGN POLICY, *The Abyss Is Opening Under China-U.S. Relations* [en html], par Scott Moore, <https://foreignpolicy.com/2019/07/17/the-abyss-is-opening-under-china-u-s-relations/> (31/08/2020)

<sup>130</sup> « (...)the Administration will centralize some authorities within the Federal Government, enable greater cross-agency visibility, improve management of our Federal supply chain, and strengthen the security of United », in *National Cyber Strategy*, Washington: The White House, U.S. GPO, 2018, p. 6

<sup>131</sup> Hans, MORGENTHAU, *Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace*, 5ème éd., New York: Knopf, 1973

<sup>132</sup> BRANDS, Hal, *Promise and Pitfalls of Grand Strategy*, Carlisle : U.S. Army War College, Strategic Studies Institute, 2012, p. 5

<sup>133</sup> Ibid. p. ix

<sup>134</sup> Ibid. pp. 3-5

sur son territoire. Elle reflètera alors la volonté collective d'être reconnue comme unité à part entière de l'ordre international, partie prenante de la communauté internationale<sup>135</sup>.

Les faits ne semblent pas aller dans ce sens aux Etats-Unis. A l'heure actuelle, les tensions dans l'ensemble des Etats-Unis sont nourries des divisions internes sur des politiques difficilement justifiables. Les conséquences du COVID-19 et les récentes violences policières sur fond de discrimination sociale et raciale ne sont pas sans lien avec les tensions internationales, ni la perception grandissante de la menace chinoise. Cette perception rend compte de trois approches qu'incarnent les dissensions entre les conseillers économiques sur les objectifs et les moyens de la *China policy*. Elles coïncident en outre avec trois phases chronologiques dans l'histoire de la relation sino-américaine : de l'ambition d'intégrer la Chine dans le monde, passant d'un rapport de tensions encore gérable, vers une relation d'opposition au point de procéder à un découplage. Dans ce qui suit nous tâchons de les mettre en lumière à partir des stratégies géoéconomiques - hégémoniques, néo-mercantilistes et libéral-institutionnelles -, théorisées par Mikael Wigell.

### 3.1. L'approche hégémonique

La première perspective renvoie à la première phase relationnelle sino-américaine, résolument obsolète. Elle s'associe à la catégorie des stratégies hégémoniques. Ce type de stratégies permettent à un Etat d'imposer sa domination au niveau international ou régional par l'édification de projets normatifs, sous son égide, mais sans absolue nécessité de contrainte. L'hégémon serait d'ailleurs à même de fournir des biens privés aux Etats voisins, ou encore, des biens publics régionaux<sup>136</sup>. L'objectif d'hégémonie, au sens propre du terme, s'applique aux Etats-Unis par le fait que les gouvernements successifs ont pendant longtemps donné à la Chine la possibilité d'intégrer graduellement la communauté internationale. Les investissements commerciaux, les capitaux colossaux injectés dans son économie lui ont permis de développer ses marchés et de lui donner accès aux marchés américains et internationaux. Dans ce cadre, les Etats-Unis étaient capables à couvrir une grande partie des coûts liés à l'ouverture économique, malgré le régime communiste chinois. En somme, le *leadership* américain se rapproche d'une aspiration hégémonique en ce que la puissance des Etats-Unis a toujours été indissociable d'une dominance techno-économique pour préserver un ordre international dans lequel la Chine allait jouer un rôle déterminant. En l'occurrence, l'hégémonie qu'induit ce premier courant de pensée se confirmerait dans la mesure où les Etats-Unis réussissent à imposer leurs normes dans un cahier de demandes détaillées, afin de réformer massivement l'économie et les politiques chinoises.

---

<sup>135</sup> BRANDS, Hal, *American Grand Strategy in the Age of Trump*, Washington : Brookings Institution Press, 2018, pp. 3-4

<sup>136</sup> Mikael, WIGELL, "Conceptualizing regional powers' geoeconomic strategies: neo-imperialism, neo-mercantilism, hegemony, and liberal institutionalism", *Asia Europe Journal*, 14, 2016, pp. 144-145



Cette optique s'éloigne le plus de la réalité, car la Chine n'est pas prête à changer son système en profondeur. Puis, même en cas de fondement légitime pour tenir Pékin responsable de ses agissements, l'ensemble de la communauté internationale ne souscrit pas à la solution des sanctions. Ces méthodes montrent aussi toute la duplicité de l'exploitation de la sécurité nationale, que ce soit sur la scène politique intérieure des Etats-Unis, ou dans les instances internationales. L'asymétrie des échanges entre la Chine et les Etats-Unis est jugée bien plus menaçante que le déficit avec l'UE. Il est à craindre que l'absence d'un accord sur les thématiques structurelles détériore la stabilité économique de l'ordre international. Cette crainte mènerait d'ailleurs à un découplage.

### 3.2. L'approche du *découplage*

La seconde approche est effectivement celle de la déconnexion radicale entre les économies américaine et chinoise. Elle est étroitement liée aux stratégies néo-mercantilistes. C'est une approche où Washington vise à isoler Pékin en instaurant des barrières permanentes aux investissements et au commerce. Ce type de stratégies, dont les caractéristiques se rattachent le plus au courant du réalisme, répond plus strictement à des objectifs de développement économique de la nation. Les intérêts nationaux sont définis en termes de maximisation de la puissance économique. Wigell précise que sous cette acception de la *realpolitik*, l'environnement international devient un lieu de compétition et de jeu à somme nulle pour s'assurer la mainmise sur les marchés, les technologies et les ressources<sup>137</sup>. La puissance économique fait office de levier pour obtenir des concessions des Etats de la région visée, et ce bien souvent par la contrainte. En outre, nous pouvons mettre cette deuxième phase en rapport avec le début du découplage teinté d'une mentalité de Guerre Froide procédé par l'Administration à partir d'août 2019. Les modes de relations, comme le multilatéralisme sélectif<sup>138</sup>, restent subordonnés aux enjeux de sécurité économique, ce qui confirme d'ailleurs un des grands principes des relations internationales formulés par Hans Morgenthau, notamment que la sécurité de l'unité étatique justifie que les Etats restent les unités de base, souveraines et indépendantes des relations internationales<sup>139</sup>. Sous cette optique, le repli et le protectionnisme américain ne sont pas infondés. Cependant, le sens que donne l'administration Trump à la notion d'intérêt insère le monde dans un dilemme de sécurité qui, selon les tenants du libéralisme, bouleverse l'équilibre à un point où la stabilité internationale ne peut pas être garantie durablement. Par contre, des partisans du réalisme auront plutôt tendance à y voir une caractéristique de l'équilibre de la puissance qui assure la stabilité continue d'un ordre international complexe, en mutation. Ils pourraient argumenter qu'actuellement, l'absence d'un conflit militaire avec la Chine est signe du maintien du *statu quo*.

---

<sup>137</sup> WIGELL, op. cit., pp. 143-144

<sup>138</sup> Ibidem.

<sup>139</sup> Hans, MORGENTHAU, *Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace*, 5ème éd., New York: Knopf, 1973, p. 10

Il est fort à parier que la plupart des alliés et partenaires ne suivront pas la voie d'un découplage, parce que la Chine est déjà un partenaire commercial profondément ancré dans leurs réseaux d'échanges. De telles décisions auront pour résultat de les écarter encore plus de Washington dans un contexte où la coopération est cruciale pour la *China policy*. Les coûts faramineux entraîneraient une récession, voire une dépression, par le fait que les entreprises dépendent des chaînes de production et de distribution internationales. La croyance que l'hégémonie américaine puisse reposer sur le protectionnisme déconnecté de l'économie mondiale dont la Chine est le second échelon, est donc illusoire.

### 3.3. L'approche de la *main tendue*

A l'inverse, la troisième approche consiste à conclure un compromis pratique avec la Chine. C'est une approche de l'ouverture. Elle renvoie le plus aux stratégies *libéral-institutionnelles*, dont les principes dérivent du courant du libéralisme. Elles préconisent que les intérêts nationaux sont les mieux préservés par une recherche collective de la stabilité et de la croissance économique, au mieux dans un cadre de coopération multilatérale. L'interdépendance et l'intégration économique sont deux conditions essentielles à la prospérité et à la sécurité<sup>140</sup>. Cela ne sera pas si anodin de rappeler que la mondialisation sous-entend une gouvernance moderne dans la poursuite collective des biens communs<sup>141</sup>. Elle est incontournable, rappelle Bertrand Badie, car le monde a évolué à un point où les choix et actes des gouvernements entraînent une étroite dépendance dans des réseaux complexes d'interactions politiques, économiques et culturelles, au-delà de leur dimension interne. Dans le même esprit, chaque avantage et désavantage entraîne un coût partagé<sup>142</sup>, dépassant les limites des réalités locales, régionales et nationales traditionnelles. Selon cette approche, qui se veut civile et normative, toute la difficulté est de convaincre le cavalier seul des bénéfices mutuels à la clé.

Si le repli et le mercantilisme de l'Administration semblent aller à contresens, les documents stratégiques confirment pourtant que la sécurité des Etats-Unis, garante de la stabilité internationale, est dépendante de la prospérité, la stabilité et de la paix en Europe, en Asie et en Afrique<sup>143</sup>. Puis, malgré une rhétorique extrêmement rigoriste de l'Administration, la NDS n'exclut pas de tisser des liens transparents et pacifiques avec la Chine<sup>144</sup>. Dans sa section 203, l'*Asia Reassurance Initiative Act* (ARIA) de 2018 souligne l'importance d'encourager Pékin à jouer un rôle constructif dans les affaires internationales en respect du droit et des normes internationales. Loi propose de faire face aux défis communs à l'échelle

---

<sup>140</sup> WIGELL, op. cit., pp. 145-146

<sup>141</sup> Bertrand, BADIE, « D'une souveraineté fictive à une post-souveraineté incertaine », *Studia diplomatica*, vol. LIII, n°5, 2000, p. 9

<sup>142</sup> Ibidem.

<sup>143</sup> *National security strategy*, Washington : United States Department of Defense, U.S. GPO, 2017, pp. 47-53

<sup>144</sup> *National defense strategy*, Washington: United States Department of Defense, U.S. GPO, 2018, p. 2

mondiale et régionale<sup>145</sup> : « *The United States Government (...) encourages China to play a constructive role in world affairs by demonstrating consistent respect for the rule of law and international norms; (...)seeks to build a positive, cooperative, and comprehensive relationship with China—by expanding areas of cooperation ; (...)by addressing areas of disagreement, including over human rights, economic policies, and maritime security ; (...)is committed to working with China on shared regional and global challenges, especially—upholding and strengthening the rules-based inter-national system ; and (...)the denuclearization of North Korea* »<sup>146</sup>. La *United States Strategic Approach to The People’s Republic of China* de mai 2020 ne fait pas exception : « *By the same token, our vision of a free and open Indo-Pacific region does not exclude China* »<sup>147</sup>.

Le bienfondé des lois et du droit international doit permettre d’aboutir à un accord selon le degré d’ouverture. En parallèle, l’optique du réalisme ne s’oppose pas absolument à la vision libérale. Nous pourrions suggérer que le maintien de l’équilibre de la puissance et du *statu quo* permettent aux acteurs étatiques, rationnels et prudents, de poursuivre des négociations ouvrant la voie à une interdépendance ‘acceptable’, le cas échéant. A ce stade, si la première phase d’un accord avec Pékin a vu le jour fin 2019, des spécialistes pensent que l’entente reste trop fragile. Ils indiquent que les solutions rapides de l’Administration pour résoudre les problèmes conjoncturels, telle que la croissance et l’emploi, n’abordent pas les enjeux plus systémiques sur une base durable.

## CONCLUSION

En conclusion, la tendance sera grande de premier abord de conclure à un glissement opéré par Washington, d’une approche hégémonique vers une posture néo-mercantiliste. Poussant le raisonnement un peu plus loin, abstraction faite de l’adage bien connu selon lequel la fin justifie les moyens, nous décelons plus spécifiquement une inadéquation entre des objectifs de nature hégémonique et des moyens propre à une approche néo-mercantiliste. La confusion entre les moyens et les objectifs adoptés par l’Administration Trump rend compte d’une vision restreinte de la sécurité et des intérêts étatiques. Les divisions entre conseillers témoignent de la difficulté à identifier un environnement international où les enjeux commerciaux, technologiques et sécuritaires s’entremêlent. Ces enjeux conduisent aux inconsistances de la *China policy* sur les différents théâtres décrits dans les deux premières parties. La guerre commerciale est liée aux politiques DPI dans les dossiers ZTE et Huawei, aux affaires d’espionnage, aux questions des droits de l’homme, à l’intensification des opérations militaires en Mer de Chine. Le COVID-19 a dévoilé toute la

---

<sup>145</sup> THE DIPLOMAT, *ARIA: Congress Makes Its Mark on US Asia Policy* [en html], par Carl Thayer, <https://thediplomat.com/2019/01/aria-congress-makes-its-mark-on-us-asia-policy/> (06/09/2020) ; S.2736 - *Asia Reassurance Initiative Act of 2018*, Washington : Congrès des Etats-Unis, 31 décembre 2018, p. 5394

<sup>146</sup> Ibidem.

<sup>147</sup> *United States Strategic Approach to The People’s Republic of China*, Washington : The White House, GPO, mai 2020, p. 8

fragilité d'un accord axé sur des questions purement commerciales. Les retombées de la pandémie sur les économies ont constitué inéluctablement des arguments forts en faveur d'un découplage. Dans ce contexte, Henri Paulson, ancien Secrétaire au Trésor, est d'avis que la lutte pour l'influence au sein des sphères techno-politiques conduira l'Administration, surtout en cas de réélection de Donald Trump, à un boycott continu des filières d'approvisionnement chinoises<sup>148</sup>.

En réalité, l'économie, la politique, la technologie et l'idéologie forment le nœud structurel de la rivalité sino-américaine dans la course au *leadership*. Le rideau de fer techno-économique qu'induirait le découplage<sup>149</sup> génère au jour d'aujourd'hui « (...)un monde divisé entre normes et systèmes chinois et américains »<sup>150</sup>. Si les questions sur le développement et l'exploitation des technologies sont étroitement liées à la dimension politique et idéologique, elles reflètent en outre un ordre clivant Etat et société, d'une part, et gouvernant et gouverné, d'une autre part<sup>151</sup>. La concurrence globale, dont un des points d'ancrage se manifeste actuellement à Hong Kong, s'inscrit dans ce mélange techno-idéologique, où se polarisent les paradigmes démocratique et autoritaire. Le mépris de l'Administration pour le multilatéralisme pose la question des moyens de sortir vainqueur de cette concurrence : l'approche de confrontation chère au Jacksonisme de l'*America First*, ou la coopération.

Le délaissement de l'OMS, de l'OMC et de l'ONU a révélé qu'outre la compromission de centaines de millions de vies, la Chine consolide son influence au sein de ces organisations. A l'aune des actions de l'Administration, les valeurs démocratiques semblent souvent secondaires. Cependant, si au Congrès, républicains et démocrates s'accordent sur les objectifs et moins sur les moyens, ils s'évertuent à développer des politiques pour les préserver, comme en témoigne la législation en matière des droits de l'homme au Xinjiang, à Hong Kong et au Tibet, ou encore ARIA. Cette ligne commune, tout en continuant d'octroyer une aide à la Chine, renvoie à la dimension normative, économique et sécuritaire du *soft power* américain, ou du moins de sa survivance. En revanche, la course au *leadership* sécuritaire en Mer de Chine répond aux prescriptions de la NSS et de la NDS, mais attise le dilemme de sécurité dans une région d'Asie Pacifique sous tension, au grand dam des autres nations en présence.

Pour finir, les voltes face hostiles de l'Administration Trump ne génèrent pas seulement un sentiment de menace. Elles induisent par la même occasion un environnement extrêmement volatile. La moindre perception de la menace mue à une vitesse inopinée les

---

<sup>148</sup> FOREIGN POLICY, *Trump's Economic Iron Curtain Against China* [en html], par Michael Hirsch, <https://foreignpolicy.com/2019/08/23/trumps-economic-iron-curtain-against-china-hawk-peter-navarro-american-factory-obama/> (31/08/2020)

<sup>149</sup> Ibidem.

<sup>150</sup> Barbara, LIPPERT (éd.), Volker, PERTHES (éd.), Hanns Günther, HILPERT (aut.), pp. 28

<sup>151</sup> Ibid., p. 6

ententes en relations d'opposition strictement binaires, ou chaque acteur détient réciproquement le rôle de menacé et de menaçant à la fois. En conséquence, l'aspiration à l'hégémonie par une démarche néo-mercantiliste continuera d'affecter la légitimité du *leadership* américain, au bénéfice des sphères d'influence des puissances dites révisionnistes – Chine et Russie. La Chine, consciente de son pouvoir d'attraction, guète les divergences en Asie, en Europe et en Afrique pour venir combler les vides dès que les cas s'y prêtent. Parce que les actes sont plus éloquents que les discours et les documents, Washington doit raisonnablement voir l'intérêt de concevoir une vision globale inclusive. La survivance des institutions internationales continue de dépendre d'une confiance, confiance essentielle pour s'entendre sur l'origine des dysfonctionnements du système international, et les modalités d'ouverture envers Pékin.

## BIBLIOGRAPHIE

---

### Portails nationaux et publics : documents de sécurité, rapports, discours, articles

#### Etats-Unis

*An Act To amend the Hong Kong Policy Act of 1992, and for other purposes*, Washington : (116ème) Congrès des Etats-Unis, GPO, 27 novembre 2019, 1172 pp. [Disponible en ligne : <https://www.congress.gov/116/plaws/publ76/PLAW-116publ76.pdf> - 30/08/2020]

*AN ACT To amend the Hong Kong Policy Act of 1992 and for other purposes*, Washington : (116ème) Congrès des Etats-Unis, GPO, 16 octobre 2020, 26 p. [Disponible en ligne : <https://www.congress.gov/116/bills/hr3289/BILLS-116hr3289pcs.pdf> - 05/09/2020]

*AN ACT To modify and reauthorize the Tibetan Policy Act of 2002, and for other purposes*, Washington : (116ème) Congrès des Etats-Unis, GPO, 30 janvier 2020, 22 pp. [Disponible en ligne : <https://www.congress.gov/116/bills/hr4331/BILLS-116hr4331rfs.pdf> - 28/08/2020]

*China – Fact sheet*, Washington : Département d’Etat des Etats-Unis, 1 pp. [Disponible en ligne : <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2020/06/What-is-MCF-One-Pager.pdf> - 02/09/2020]

CONGRESS.GOV, *H.R.3289 - Hong Kong Human Rights and Democracy Act of 2019* [en html], <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/house-bill/3289/text#toc-HC752A2CC567A4C44A915B3868634E807> (28/08/2020)

CONGRESS.GOV, *H.R.4331 - Tibetan Policy and Support Act of 2019, section 6* [en html], <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/house-bill/4331/text?r=3&s=1> (28/08/2020)

CONGRESS.GOV, *S.3744 - Uyghur Human Rights Policy Act of 2020* [en html], <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/senate-bill/3744/text>

CONGRESS.GOV., *1838 - Hong Kong Human Rights and Democracy Act of 2019* [en html], <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/senate-bill/1838/text> (30/08/2020) ; *An Act To amend the*

COTTON.SENATE.GOV, *Cotton, Crenshaw Bill Would Allow Americans to Sue China for Virus Damages* [en html], [https://www.cotton.senate.gov/?p=press\\_release&id=1352](https://www.cotton.senate.gov/?p=press_release&id=1352) (28/08/2020)

*Findings of the investigation into china’s acts, policies, and practices related to technology transfer, intellectual property, and innovation under section 301 of the trade act of 1974*, Washington : USTR, U.S. GPO, mars 2018, 182 pp. [Disponible en ligne : <https://ustr.gov/sites/default/files/Section%20301%20FINAL.PDF> – 28/08/2020]

*Hypersonic Weapons: Background and Issues for Congress*, Washington : CRS Reports, Library of Congress, 23 pp. [Disponible en ligne : <https://fas.org/sgp/crs/weapons/R45811.pdf> - 05/09/2020]

INTELLIGENCE.SENATE.GOV, *Hearings - Intelligence Committee* [en html], <https://www.intelligence.senate.gov/hearings/open-hearing-worldwide-threats-0#> (30/08/2020)

*John s. McCain national Defense Authorization Act for Fiscal Year 2019*, Washington : Congrès des Etats-Unis, GPO, 2421 pp. [Disponible en ligne : <https://www.congress.gov/115/plaws/publ232/PLAW-115publ232.pdf> - 06/09/2020]

JUSTICE.GOV, *Attorney General Jeff Sessions Announces New Initiative to Combat Chinese Economic Espionage - Justice News* [en html], <https://www.justice.gov/opa/speech/attorney-general-jeff-sessions-announces-new-initiative-combat-chinese-economic-espionage> (30/08/2020)

*Military-Civil Fusion and the People's Republic of China – Fact sheet*, Washington : Département d'Etat des Etats-Unis, juin 2020, 1 pp. [Disponible en ligne : <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2020/05/What-is-MCF-One-Pager.pdf> - 06/09/2020]

*National Cyber Strategy*, Washington: The White House, U.S. GPO, 2018, 29 pp. [Disponible en ligne : <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2018/09/National-Cyber-Strategy.pdf> - 06/09/2020]

*National Defense Strategy*, Washington: US. Department of Defense, U.S. GPO, 2018, 11 pp. [Disponible en ligne : <https://dod.defense.gov/Portals/1/Documents/pubs/2018-National-Defense-Strategy-Summary.pdf> - 06/09/2020]

*National security strategy*, Washington : US. Department of Defense, U.S. GPO, 2017, 56 pp. [Disponible en ligne : <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2017/12/NSS-Final-12-18-2017-0905.pdf> - 06/09/2020]

*Notice of Modification of Section 301 Action: China's Acts, Policies, and Practices Related to Technology Transfer, Intellectual Property, and Innovation*, Washington : USTR.GOV, septembre 2019, 2 pp. [Disponible en ligne : <https://www.federalregister.gov/documents/2019/05/09/2019-09681/notice-of-modification-of-section-301-action-chinas-acts-policies-and-practices-related-to> - 06/09/2020]

*S.2736 - Asia Reassurance Initiative Act of 2018*, Washington : Congrès des Etats-Unis, 31 mai 2019, 5411 pp. [Disponible en ligne : <https://www.congress.gov/115/plaws/publ409/PLAW-115publ409.pdf> - 06/09/2020]

S.3744 - *Uyghur Human Rights Policy Act of 2020*, Washington : (116ème) Congrès des Etats-Unis, GPO, 17 juin 2020, 656 pp. [Disponible en ligne : <https://www.congress.gov/116/plaws/publ145/PLAW-116publ145.pdf> - 28/08/2020]

STATE.GOV, *The Chinese Communist Party's Military-Civil Fusion Policy* [en html], <https://www.state.gov/military-civil-fusion/> (02/09/2020) ;

STATE.GOV, *The PRC's "Military-Civil Fusion" Strategy Is a Global Security Threat* [en html] <https://www.state.gov/the-prcs-military-civil-fusion-strategy-is-a-global-security-threat/> (02/09/2020)

TOM LANTOS HUMAN RIGHTS COMMISSION, US CONGRESS, *History - Tom Lantos Human Rights Commission* [en html], <https://humanrightscommission.house.gov/about/history> (30/08/2020)

*United States Strategic Approach to The People's Republic of China*, Washington : The White House, GPO, mai 2020, 16 pp. [Disponible en ligne : <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2020/05/U.S.-Strategic-Approach-to-The-Peoples-Republic-of-China-Report-5.20.20.pdf> - 06/09/2020]

*U.S.-China Relations* (IF10119), Washington : CRS Reports, Library of Congress, décembre 2018, 2 pp. [Disponible en ligne : <https://fas.org/sgp/crs/row/IF10119.pdf> - 08/28/2020]

*U.S.-China Relations* (R45898), Washington : CRS Reports, Library of Congress, août 2019, 57 pp. [Disponible en ligne : <https://fas.org/sgp/crs/row/R45898.pdf> - 08/28/2020]

*U.S.-China Trade Issues*, Washington : CRS Reports, Library of Congress, m.àj. en juin 2019, 2 pp. [Disponible en ligne : <https://fas.org/sgp/crs/row/IF10030.pdf> - 01/04/2019, 24/06/2020]

US DEPARTMENT OF STATE, *Briefing With Senior State Department Official On the New START* [en html], <https://www.state.gov/briefing-with-senior-state-department-official-on-the-new-start/> (31/08/2020)

USTR.GOV, *President Trump Announces Strong Actions to Address China's Unfair Trade* [en html], <https://ustr.gov/about-us/policy-offices/press-office/press-releases/2018/march/president-trump-announces-strong> (28/08/2020)

USTR.GOV, *The People's Republic of China* [en html], <https://ustr.gov/countries-regions/china-mongolia-taiwan/peoples-republic-china> (28/03/2019, 24/06/2020)

WHITEHOUSE.GOV, *Remarks by Vice President Pence on the Administration's Policy Toward China (discours du 4 octobre 2018)* [en html], <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-vice-president-pence-administrations-policy-toward-china/> (30/08/2020)



## Chine

FRENCH.CHINA.ORG, *Le plan « Made in China 2025 » va stimuler l'industrie manufacturière* [en html], [http://french.china.org.cn/business/txt/2018-04/14/content\\_50881071.htm](http://french.china.org.cn/business/txt/2018-04/14/content_50881071.htm) (28/08/2020)

## ONU

UNRWA, *China contributes US\$ 300,000 to UNRWA in support of human development programmes for Palestine refugees* [en html], <https://www.unrwa.org/newsroom/press-releases/china-contributes-us-300000-unrwa-support-human-development-programmes> (28/08/2020)

UNRWA, *China Provides US\$ 2.35 Million in Support of UNRWA Food Assistance in Gaza* [en html], <https://www.unrwa.org/newsroom/press-releases/china-provides-us-235-million-support-unrwa-food-assistance-gaza> (28/08/2020)

## **Centres de recherche, think tanks, instituts, fondations**

*Asia-Pacific Regional Security Assessment 2016* : International Institute for Strategic Studies, juin 2016, pp. 87-106 [Aperçu chapitre 6 disponible en ligne : <https://www.iiss.org/publications/strategic-dossiers/asiapacific-regional-security-assessment-2016/rsa16-08-chapter-6> - 03/09/2020]

Barbara, LIPPERT (éd.), Volker, PERTHES (éd.), *Strategic Rivalry between United States and China Causes, Trajectories, and Implications for Europe* (Research Paper 2020/RP 04) : SWP, avril 2020, 54 pp. [Disponible en ligne : <https://www.swp-berlin.org/10.18449/2020RP04/> - 28/08/2020]

David, BREWSTER, *Indo Pacific Maritime Security Challenges and Cooperation*, Canberra : Australian National University - National Security College, juillet 2016, 92 pp. [Disponible en ligne : [https://nsc.crawford.anu.edu.au/sites/default/files/publication/nsc\\_crawford\\_anu\\_edu\\_au/2017-05/indo-pacific\\_maritime\\_security\\_-\\_challenges\\_cooperation\\_-\\_final.pdf](https://nsc.crawford.anu.edu.au/sites/default/files/publication/nsc_crawford_anu_edu_au/2017-05/indo-pacific_maritime_security_-_challenges_cooperation_-_final.pdf) - 05/09/2020]

Joseph E., GAGNON, *Trump reverts to Obama policy on China's currency* : PIIE, janvier 2020 [en html], <https://www.piie.com/blogs/trade-and-investment-policy-watch/trump-reverts-obama-policy-chinas-currency> (28/08/2020)

Karl, FRIEDHOFF, Craig, KAFURA, *China Not Yet Seen as a Threat by the American Public*, Chicago : The Chicago Council on Global Affairs, 19 octobre 2018  
HRW, *Under China's Shadow* [en html], <https://www.hrw.org/report/2014/04/01/under-chinas-shadow/mistreatment-tibetans-nepal> (02/09/2020)

Sagatom, SAHA, Ashley, FENG, *Global Supply Chains, Economic Decoupling, and U.S.-China Relations (Part 1: The View from the United States)* : Jamestown Foundation, avril 2020 [en html], <https://jamestown.org/program/global-supply-chains-economic-decoupling-and-u-s-china-relations-part-1-the-view-from-the-united-states/> (28/08/2020)

UHRP, *Donald Trump presses allies to confront China over Uighur rights* [en html], <https://uhrp.org/news-commentary/donald-trump-presses-allies-confront-china-over-uighur-rights> (30/08/2020)

## **Journaux spécialisés**

ASIATIMES, *China targeting Pacific isles for strategic bases* [en html], par by Jonathan Manthorpe, <https://asiatimes.com/2019/06/china-targeting-pacific-isles-for-strategic-bases/> (02/09/2020)

BUSINESSINSIDER, *The FBI Calls Chinese Spys in the US A “Whole of Society Threat* [en html], par Alex Lockie, <http://www.businessinsider.com/fbi-warns-of-chinese-spies-nationals-in-us-how-to-protect-yourself-2018-6> (30/08/2020)

FOREIGN POLICY, *5 Takeaways From Trump’s New China Trade Pact* [en html], par Keith Johnson, <https://foreignpolicy.com/2020/01/16/trump-new-china-trade-pact-takeaways/> (28/08/2020)

FOREIGN POLICY, *Congress Caves to Trump in Fight over China’s ZTE* [en html], par Lara Seligman, <https://foreignpolicy.com/2018/07/25/congress-caves-to-trump-in-fight-over-chinas-zte/>, p.

FOREIGN POLICY, *The Abyss Is Opening Under China-U.S. Relations* [en html], par Scott Moore, <https://foreignpolicy.com/2019/07/17/the-abyss-is-opening-under-china-u-s-relations/> (31/08/2020)

FOREIGN POLICY, *Trump Fixates on China as Nuclear Arms Pact Nears Expiration* [en html], par Robbie Gramer, Jack Detsch, <https://foreignpolicy.com/2020/04/29/trump-china-new-start-nuclear-arms-pact-expiration/> (31/08/2020)

FOREIGN POLICY, *Trump’s Economic Iron Curtain Against China* [en html], par Michael Hirsch, <https://foreignpolicy.com/2019/08/23/trumps-economic-iron-curtain-against-china-hawk-peter-navarro-american-factory-obama/> (31/08/2020)

NAVYTIMES, *China expresses concerns over 2 US Navy warships in Taiwan Strait* [en html], <https://www.navytimes.com/news/your-navy/2018/11/29/china-expresses-concerns-over-2-us-navy-warships-in-taiwan-strait/> (30/08/2020)

POLITICO.EU, *Trump hits China with new tariffs in trade war escalation* [en html], par Caitlin Oprysko, Nancy Cook, Adam Behsudi, <https://www.politico.eu/article/trump-hits-china-with-new-tariffs-in-trade-war-escalation/> (28/08/2020)

REUTERS, *Hong Kong Leader Says Protesters in Latest Clashes Can Be Called 'Rioters'* [en html], par Vimvam Tong, Anne Marie Roantree, <https://www.reuters.com/article/us-hongkong-extradition-lam/hong-kong-leader-says-protesters-in-latest-clashes-can-be-called-rioters-idUSKCN1UA0ME> (30/08/2020),

REUTERS, *La Chine laisse le yuan enfoncer le seuil de 7 pour un dollar* [en html], par Andrew Galbraith et Winni Zhou, <https://fr.reuters.com/article/businessNews/idFRKCN1UV0N8-0FRBS> (28/08/2020)

REUTERS, *U.S.' Pompeo warns against IMF bailout for Pakistan that aids China* [en html], par David Lawder, Tom Brown (éd.), <https://www.reuters.com/article/us-imf-pakistan/us-pompeo-warns-against-imf-bailout-for-pakistan-that-aids-china-idUSKBN1KK2G5> (30/08/2020)

REUTERS, *United States and China inch towards limited trade deal* [en html], par John Kemp, <https://www.reuters.com/article/us-china-trade-kemp/united-states-and-china-inch-toward-limited-trade-deal-kemp-idUSKCN1QM1P8> (28/08/2020)

THE DIPLOMAT, *ARIA: Congress Makes Its Mark on US Asia Policy* [en html], par Carl Thayer, <https://thediplomat.com/2019/01/aria-congress-makes-its-mark-on-us-asia-policy/> (06/09/2020)

THE DIPLOMAT, *Brace Yourselves: The US-China Trade War Is About to Begin* [en html], par Shannon Tiezzi, <https://thediplomat.com/2018/06/brace-yourselves-the-us-china-trade-war-is-about-to-begin/> (30/08/2020)

WORLD POLITICS REVIEW, *U.S.-China Rivalry in the Trump Era*, Brooklyn 2018, 47 pp. [Disponible en ligne : <https://www.worldpoliticsreview.com/insights/26770/u-s-china-rivalry-in-the-trump-era> - 28/08/2020]

### **Ouvrages théoriques, revues scientifiques**

Bertrand, BADIE, « D'une souveraineté fictive à une post-souveraineté incertaine », *Studia diplomatica*, vol. LIII, n°5, 2000, pp. 5-13

Bonnie, GLASER, Collin, NORKIEWICZ, "North Korea and Trade dominate the agenda," *Comparative Connections* 19:2, (septembre 2017), pp. 21-34

Bonnie, GLASER, Kelly, FLAHERTY, "Hurtling Toward a Trade War," *Comparative Connections* 20:1 (2018), pp. 19-31

BRANDS, Hal, *American Grand Strategy in the Age of Trump*, Washington : Brookings Institution Press, 2018, 200 pp.

BRANDS, Hal, *Promise and Pitfalls of Grand Strategy*, Carlisle : U.S. Army War College, Strategic Studies Institute, 2012, 79 pp.

Hans, MORGENTHAU, *Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace*, 5ème éd., New York: Knopf, 1973, 650 pp.

Mikael, WIGELL, "Conceptualizing regional powers' geoeconomic strategies: neo-imperialism, neo-mercantilism, hegemony, and liberal institutionalism", *Asia Europe Journal*, 14, 2016, pp. 135- 151

Ming-chin Monique, CHU, Scott L., KASTNER, *Globalization and Security Relations Across the Taiwan Strait: In the Shadow of China*, New York : Routledge, 2014, 239 pp.

Robert, SUTTER, « Trump's China Policy: Bi-partisan Hardening, Uncertain Resolve », *Diane Labrosse Web and Production Editor: George Fujii*, H-Diplo | ISSF POLICY Series America and the World—2017 and Beyond, 16 janvier 2019, 13 pp. [Disponible en ligne : <https://issforum.org/ISSF/PDF/Policy-Roundtable-1-5BL.pdf> - 30/08/2020]

## Presse quotidienne

CNN, *Trump administration draws up plans to punish China over coronavirus outbreak* [en html], par Kylie Atwood, Stephen Collinson, <https://edition.cnn.com/2020/04/30/politics/us-china-coronavirus-diplomacy-intelligence-donald-trump/index.html> (28/08/2020)

CNN, *US-China problems run deeper than any trade deal can fix* [en html], par Andrew Coflan, <https://edition.cnn.com/2019/02/01/perspectives/us-china-trade/index.html> (28/08/2020)

DAILYMAIL, *China is using its students and professors at US colleges to SPY on America, FBI Director warns, as it bids to become the world's dominant superpower* [en html], <https://www.dailymail.co.uk/news/article-5392211/FBI-Director-Chinese-spies-infiltrating-colleges.html> (30/08/2020)

LA CROIX, *Donald Trump n'ose pas, encore, sanctionner Hong Kong* [en html], par Dorian Malovic, <https://www.la-croix.com/Monde/Asie-et-Oceanie/Donald-Trump-nose-pas-encore-sanctionner-Hong-Kong-2020-05-30-1201096802> (30/08/2020)

LA TRIBUNE, *Le retrait des Etats-Unis de l'OMS plombe son budget et menace l'aide aux pays pauvres* [en html], <https://www.latribune.fr/economie/international/le-retrait-des-etats-unis-de-l-oms-plombe-son-budget-et-menace-l-aide-aux-pays-pauvres-849054.html> (30/08/2020)

LE FIGARO.FR, *Les États-Unis inculpent deux hackers chinois pour des attaques contre 12 pays* [en html], <http://www.lefigaro.fr/international/2018/12/20/01003->

[20181220ARTFIG00315-les-etats-unis-inculpent-deux-hackers-chinois-pour-des-attaques-contre-12-pays.php](https://www.les-echos.com/2020/08/30/20181220ARTFIG00315-les-etats-unis-inculpent-deux-hackers-chinois-pour-des-attaques-contre-12-pays.php) (30/08/2020)

LE MONDE, *Huawei : l'extradition de Meng Wanzhou, un dossier explosif entre le Canada, la Chine et les Etats-Unis* [en html], [https://www.lemonde.fr/international/article/2020/01/22/huawei-l-extradition-de-meng-wanzhou-un-dossier-explosif-entre-le-canada-la-chine-et-les-etats-unis\\_6026782\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2020/01/22/huawei-l-extradition-de-meng-wanzhou-un-dossier-explosif-entre-le-canada-la-chine-et-les-etats-unis_6026782_3210.html) (30/08/2020)

LE MONDE, *L'arrestation d'une dirigeante de Huawei provoque des tensions entre Pékin et Washington* [en html], par Frédéric Lemaître, [https://www.lemonde.fr/international/article/2018/12/06/canada-une-haute-responsable-du-geant-chinois-huawei-arretee\\_5393250\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2018/12/06/canada-une-haute-responsable-du-geant-chinois-huawei-arretee_5393250_3210.html) (30/08/2020)

NBCNEWS, *Congress strips ZTE penalty provision from must-pass defense bill* [en html], par Leigh Ann Caldwell, <https://www.nbcnews.com/politics/congress/congress-strips-zte-penalty-provision-must-pass-defense-bill-n893306> (30/08/2020)

NPR, *President Trump Announces The End Of Special Relationship With Hong Kong* [en html], par John Ruwind, <https://www.npr.org/2020/05/29/865685669/president-trump-announces-the-end-of-special-relationship-with-hong-kong?t=1593078824728> (30/08/2020)

NYTIMES, *Lawmakers Push Trump to Act Against China on Uighur Detention* [en html], <https://www.nytimes.com/2018/11/14/world/asia/congress-uighurs-china-detention.html> (30/08/2020)

RTBF, *Un agent chinois extradé de Belgique vers les Etats-Unis pour espionnage économique* [en html], par AFP, [https://www.rtf.be/info/economie/detail\\_un-agent-chinois-extrade-de-belgique-vers-les-etats-unis-pour-espionnage-economique?id=10042422](https://www.rtf.be/info/economie/detail_un-agent-chinois-extrade-de-belgique-vers-les-etats-unis-pour-espionnage-economique?id=10042422) (30/08/2020)

THE JAPANTIMES, *U.S. B-52 bombers train with navy, ASDF over East China Sea* [en html], par Jesse Johnson, <https://www.japantimes.co.jp/news/2019/03/21/asia-pacific/u-s-b-52-bombers-train-navy-asdf-east-china-sea/#.XKW-fKSxVOQ> (30/08/2020)

TIME, *A Chinese Warship Nearly Collided With a U.S. Destroyer in an 'Unsafe' South China Sea Confrontation* [en html], par Eli Meixler, <http://time.com/5412237/china-encounter-decatur-south-china-sea/> (04/04/2019)

TIMES, *China Wins: Why Trump's WHO Funding Cut Is a Gift to Beijing* [en html], par Kimberly Dozier, <https://time.com/5822078/china-wins-trumps-who-funding-cut/> (28/08/2020)

ZDNET, *ZTE 'sauvé' moyennant une nouvelle amende de 1,3 milliard de dollars* [en html], par l'agence EP, <https://www.zdnet.fr/actualites/zte-sauve-moyennant-une-nouvelle-amende-de-13-milliard-de-dollars-39868706.htm> (30/08/2020)



Les recherches du CECRI sont menées au sein de l'Institut de science politique Louvain-Europe (ISPOLE) de l'Université catholique de Louvain. Elles portent sur la géopolitique, la politique étrangère et l'étude des modes de prévention ou de résolution des crises et des conflits.

L'analyse des éléments déclencheurs des conflits et des instruments de leur gestion - sanctions et incitants économiques comme moyens de politique étrangère; crises et interventions humanitaires; rôle de la mémoire dans un processus de réconciliation, par exemple - est combinée à l'étude empirique de différends internationaux et de processus de paix spécifiques.